



Projet de programme du PPE pour les élections européennes de 2009

(À soumettre au Congrès du PPE de Varsovie, 29–30 avril 2009.)

Version originale : texte anglais. Traduction fournie à titre informatif uniquement)

Thèmes :

Introduction

- 1. Créer la prospérité pour tous**
- 2. Faire de l'Europe un lieu plus sûr**
- 3. Combattre le changement climatique**
- 4. Relever le défi démographique**
- 5. Unir l'Europe sur la scène mondiale**

1 Introduction

2
3 En juin 2009, les citoyens de l'Union européenne seront appelés à élire les membres du Parlement
4 européen à un moment crucial pour l'Europe. L'intégration européenne est la plus grande réussite dans
5 l'histoire de notre continent. Elle a non seulement apporté la paix, la liberté et la stabilité, mais elle a aussi
6 instauré une ère de compréhension, de coopération et de prospérité sans précédent. Jadis, c'est le besoin
7 de paix qui a réuni les peuples européens. Aujourd'hui, bon nombre de problèmes exigent à la fois une
8 coopération plus étroite au niveau européen et une présence plus forte de l'Europe dans le monde : la
9 crise actuelle sur les marchés financiers et la récession économique mondiale, la lutte contre le
10 changement climatique, le vieillissement de nos sociétés et la lutte contre le terrorisme et la criminalité
11 organisée. Seule une Europe forte sera en mesure de défendre et protéger nos intérêts dans le monde.
12 Seule une Europe forte sera en mesure de créer un système financier global plus stable et de faire face
13 aux autres problèmes mondiaux qui affectent aussi profondément les citoyens européens.

14
15 Nous devons aujourd'hui saisir l'opportunité de donner à l'économie mondiale un caractère plus durable,
16 sur la base de notre conception de l'économie sociale de marché, dont le succès s'est démontré pendant
17 la période de reconstruction qui a suivi la guerre et les difficultés et vicissitudes de la réunification de
18 l'Europe après la chute de l'ancien Empire soviétique. Alors que les Socialistes européens voient dans la
19 crise une chance de promouvoir un programme de gauche obsolète, qui détruira des emplois et qui
20 ruintera la position de l'Europe dans le monde, nous sommes convaincus que notre vision de l'économie
21 sociale de marché est la meilleure réponse à la crise actuelle. Nos positions se distinguent clairement de
22 l'approche idéologique gauchisante des Socialistes, mais elles diffèrent aussi fondamentalement de celles
23 des intégristes du marché, qui pensent que les marchés seuls doivent régir le monde. Le mépris des règles
24 et des normes éthiques est une cause majeure des problèmes auxquels nos sociétés sont aujourd'hui
25 confrontées. Nous avons besoin d'une meilleure réglementation et d'une supervision plus efficace du
26 système financier et économique mondial. Nous demandons et soutenons résolument l'adoption de
27 règles claires pour que les marchés fonctionnent et prospèrent pour le bénéfice de tous : de la société,
28 des employeurs et des salariés. C'est ce qui distingue un parti réellement populaire et soucieux du bien
29 commun de ses concurrents politiques.

30
31 Notre famille politique, le Parti Populaire Européen, a influencé l'évolution historique de l'Europe
32 davantage que n'importe quelle autre force politique. Tout au long de son histoire, le PPE a été la seule
33 famille politique à avoir développé une vision claire pour l'Europe. Nous sommes convaincus que bon
34 nombre des problèmes actuels ne peuvent plus trouver une solution au seul niveau national. En tant
35 qu'héritiers des pères fondateurs de l'intégration européenne, Jean Monnet, Robert Schuman, Konrad
36 Adenauer et Alcide de Gasperi, nous sommes conscients de notre riche héritage et déterminés à façonner
37 l'Europe du futur. A cet égard, il est de la plus haute importance de sensibiliser davantage la population
38 aux crimes commis par le régime nazi et par les régimes communistes et de condamner ces crimes sans la
39 moindre ambiguïté.

40
41 En nous fondant sur l'expérience amère du socialisme, synonyme de décennies de paternalisme, de
42 répression du libre arbitre et de mépris systématique de la dignité humaine, nous ne pensons pas que
43 l'Etat doit être responsable de toutes les décisions de notre existence. Nous sommes également
44 convaincus que l'Union européenne ne doit pas s'occuper de problèmes qui peuvent être mieux traités,
45 avec plus d'efficacité, au niveau national, régional ou local. Le PPE veut une Union européenne qui
46 établisse clairement ses priorités – mais qui ne s'immisce pas dans des questions qui doivent être réglées
47 à un niveau plus bas, plus proche des citoyens. Le PPE est dès lors résolument favorable à l'application du
48 principe de subsidiarité et à une approche de l'organisation de l'Union européenne à partir de la base,
49 pour qu'elle ait le soutien de tous les citoyens.

50
51 Depuis de nombreuses années, le PPE plaide pour un nouveau traité pour l'Union européenne parce que
52 l'Europe a besoin de davantage de transparence, d'efficacité, de démocratie et de capacité d'action face
53 aux énormes défis qui nous attendent. Nous entendons poursuivre notre travail d'information des

54 citoyens sur les avantages du traité de Lisbonne et de la Charte des droits fondamentaux, qui non
55 seulement renforceront la légitimité démocratique mais aussi les bases juridiques de l'Union et de ses
56 valeurs. La consolidation de l'UE doit être désormais notre première priorité. Lors des prochaines
57 négociations d'adhésion, la capacité de l'UE de mener une action efficace doit être garantie. Les
58 négociations d'adhésion avec la Croatie doivent être poursuivies et conclues aussi rapidement que
59 possible. Les autres pays des Balkans doivent également avoir des perspectives d'adhésion. Nous devons
60 être prudents au sujet d'éventuels élargissements ultérieurs : la capacité de l'UE d'agir efficacement doit
61 d'abord être assurée, et à cet égard un nouveau traité a toute son importance. Les pays européens qui ne
62 peuvent pas devenir membres de l'Union européenne ou qui ne le veulent pas, doivent se voir proposer
63 un partenariat étroit avec l'UE.

64

65 **Nos valeurs**

66

67 Notre idée de l'Europe est inspirée par notre attachement aux valeurs d'une société ouverte et d'un
68 héritage culturel européen commun ; elle s'est toujours basée sur des valeurs et des traditions communes
69 profondément enracinées dans notre civilisation. Notre esprit universel, les racines judéo-chrétiennes et
70 notre héritage culturel commun, l'histoire de l'Europe classique et humaniste, les acquis de la période des
71 Lumières et le rôle actif joué par les Eglises en Europe pour la promotion de la tolérance et du respect
72 mutuel : telles sont les fondations de notre plate-forme politique.

73

74 Nous nous sommes habitués à vivre dans un espace géographique et politique commun de paix, de
75 liberté, de démocratie et de prospérité, un espace à la diversité culturelle extrêmement riche et qui est
76 source d'inspiration. Notre pensée et notre action politique sont basées sur des valeurs fondamentales,
77 interdépendantes et d'un égal niveau d'importance : la liberté et la responsabilité, l'égalité fondamentale,
78 la justice et la solidarité. Pour nous, la liberté véritable signifie autonomie et responsabilité ; elle signifie le
79 refus du collectivisme mais aussi d'un individualisme irresponsable et égoïste. Pour nous, la dignité de
80 l'être humain est centrale ; nous considérons l'être humain comme sujet et non comme objet de l'histoire.
81 Celle conception nous conduit à respecter la vie humaine sous toutes ses formes et à toutes ses étapes, et
82 à être soucieux du respect de la dignité humaine dans le cadre des avancées de la médecine et de la
83 génétique.

84

85 La promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans tous les processus décisionnels et sur le marché
86 du travail constitue une priorité.

87

88 Nous voyons les personnes pas seulement comme des individus mais comme des êtres humains
89 appartenant à des familles. La famille, en particulier aujourd'hui alors que nous assistons à des
90 changements profonds dans la société, mérite un soutien spécifique et concret de la part de la société. Les
91 êtres humains appartiennent aussi à des communautés, à des régions et à des pays, et ils ont à la fois des
92 droits et des devoirs, y compris au niveau de l'UE. La justice, l'égalité fondamentale pour tous et la dignité
93 de chaque individu sont indissociables. La solidarité signifie la prise de conscience de l'interdépendance
94 des individus et de leurs communautés. Mais elle signifie, par-dessus tout, la protection des plus faibles
95 dans notre société et à travers le monde. Elle implique une responsabilité globale.

96

97 Dans le cadre de cette responsabilité, le PPE plaide aussi pour une manière plus durable de traiter la
98 planète que nous partageons tous comme notre maison. La gestion responsable de la biosphère et des
99 formes de vie qui constituent l'héritage commun de l'humanité, est essentielle pour que notre planète
100 reste viable pour les générations futures. Le problème urgent du réchauffement climatique illustre la
101 nécessité pour l'humanité de traiter aussi rapidement que possible et de manière déterminée, ce
102 problème au niveau mondial. Le PPE est convaincu que l'Union européenne est appelée à jouer un rôle clé
103 et à montrer aux autres régions du monde qu'il est possible à la fois de moderniser l'économie, de créer
104 de nouveaux emplois et de préserver l'environnement. La crise actuelle nous rappelle que le
105 développement durable doit être présent au cœur de toutes nos décisions.

106

107

108 **1. Créer la prospérité pour tous**

109
110 **La solidarité comme fondement de notre société**

111
112 Pour le Parti Populaire Européen, l'économie n'est pas une fin en soi : elle est au service d'une conception
113 de la société fondée sur l'individu, la liberté, la solidarité et la cohésion sociale. Ce sont ces valeurs qui
114 sont reflétées dans notre notion d'économie sociale de marché. Pour nous, le projet européen a toujours
115 revêtu une dimension sociale. Les objectifs de nos grandes réussites européennes comme le marché
116 unique et notre monnaie unique commune, l'euro, ont toujours été la valeur ajoutée que ces réalisations
117 pouvaient apporter aux citoyens en favorisant le développement économique et la création d'emplois
118 dans un monde de plus en plus globalisé.

119
120 La réalisation des objectifs de l'intégration économique et politique européenne concerne tous les
121 citoyens européens. Par le biais de son programme, le PPE envoie un message d'espoir, de prospérité et
122 de solidarité et il appelle tous les citoyens européens à travailler ensemble à l'avenir européen commun.

123
124 La coopération internationale est indispensable pour affronter une période de difficultés économiques.
125 L'économie européenne et le marché intérieur ne pourront être en mesure de faire face à la crise actuelle
126 que grâce à la coordination des stratégies, élément essentiel pour assurer la croissance future mais aussi
127 la stabilité de l'euro.

128
129 Les travailleurs de demain travailleront selon des modalités plus flexibles, tant en ce qui concerne leur
130 horaire journalier ou hebdomadaire que pour l'ensemble de leur vie professionnelle : les périodes de
131 travail alterneront avec des périodes consacrées à la formation, aux loisirs, à la famille ou au travail social.
132 Dès lors, il est important de prévoir des dispositions suffisantes pour l'accueil des enfants et la possibilité
133 pour les parents de concilier l'éducation des enfants et l'exercice d'une activité professionnelle. Notre
134 objectif essentiel est de parvenir à un équilibre entre flexibilité et sécurité ; les systèmes de sécurité
135 sociale doivent donc être modernisés pour s'adapter aux nouveaux défis sans abandonner leurs objectifs
136 les plus importants : la solidarité et la pérennité.

137
138 Nous considérons que le dynamisme économique de l'Europe est non seulement compatible avec la
139 responsabilité sociale mais qu'il en est même la condition préalable. Il ne peut exister de cohésion sociale
140 ou de stabilité politique sans un développement économique durable. Notre conception de la personne
141 humaine fait que nous croyons que personne ne devrait être laissé à la traîne ou abandonné au bord de la
142 route. Nous devons développer et cultiver les talents, investir dans l'éducation, la formation permanente
143 et l'emploi pour créer des opportunités pour chacun, pour les femmes et les hommes, les jeunes, les
144 nouveaux arrivants, les seniors et les personnes moins valides. Chacun a droit à un revenu, à un travail et
145 à une pension de vieillesse. Cet objectif devient d'autant plus un défi avec la hausse des prix des produits
146 alimentaires et de l'énergie qui affecte particulièrement les personnes aux plus faibles revenus et les
147 chômeurs. Il est essentiel de promouvoir davantage une société basée sur la connaissance, capable de
148 créer de nouvelles opportunités d'emplois durables, notamment en favorisant l'esprit d'entreprise. Le
149 système de sécurité sociale doit, d'une part, aider les personnes en difficulté en appliquant le principe de
150 solidarité et, d'autre part, contenir des dispositions qui encouragent les chômeurs à entrer (ou à revenir)
151 sur le marché du travail. Nous faisons appel à la responsabilité de part et d'autre : les employeurs doivent
152 être conscients de leur responsabilité sociale et les travailleurs être sensibles à la nécessité et aux
153 opportunités de la flexibilité, des qualifications et de la formation permanente.

154
155 **Une économie guidée par des valeurs**

156
157 Le PPE souligne l'importance des valeurs, non seulement au sein de nos sociétés en général mais
158 également dans le secteur économique. En tant que composante de notre société, l'économie doit suivre
159 les mêmes valeurs que celles sur lesquelles nos sociétés sont bâties : la liberté et la responsabilité sont
160 indissociables.

161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213

Une économie compétitive et durable qui favorise les investissements verts

La société globale en train d'émerger est à la fois riche d'opportunités et de défis : pour le Parti Populaire Européen, l'Union européenne est la réponse adéquate pour relever les défis de la globalisation et pour profiter de ses opportunités.

La croissance économique est cruciale pour le maintien des emplois existants et la création de nouveaux postes de travail. Un défi majeur pour l'Union européenne au cours des années à venir sera la transformation de nos économies en économies de la connaissance et à faible émission de carbone. Le monde va connaître des changements radicaux dans le cadre de la mondialisation et du changement climatique. Dans le même temps, nos économies sont confrontées aux défis de la volatilité des devises, des prix des denrées alimentaires et des coûts de l'énergie. Nous considérons ces défis comme étant également des opportunités pour transformer nos économies en économies du développement durable et de l'efficacité énergétique et pour faire de l'Europe un leader mondial dans ce domaine. En particulier, la récession actuelle doit être vue comme une opportunité de promouvoir les investissements verts. Une telle politique améliorera les performances des économies européennes et créera de nouveaux postes de travail en favorisant l'emploi, l'esprit d'entreprise et l'investissement dans les ressources renouvelables. Pour faire face à la récession, nous devons renforcer l'économie. La fin de la crise économique doit faire émerger une structure économique assainie et restructurée, et non pas affaiblie par des décisions économiques erronées.

L'Union européenne remplit les conditions préalables indispensables pour être un acteur économique important au niveau mondial. Avec ses 27 Etats membres et ses près de 500 millions de citoyens, elle représente aujourd'hui le marché le plus important au monde. Le dynamisme économique créé par l'élargissement a bénéficié à tous les Etats membres et le bon fonctionnement du marché intérieur continuera sans conteste à représenter un moteur pour la croissance économique européenne. L'Europe dépend des échanges commerciaux et des exportations et a donc intérêt à ce que l'économie soit ouverte. Les opportunités de croissance, d'investissement et d'emploi sont considérables. L'euro liera plus étroitement nos économies et encouragera la concurrence, l'esprit d'entreprise et l'innovation : trois conditions préalables importantes pour davantage de croissance et d'emplois.

Pour le Parti Populaire Européen, la création de nouveaux emplois est une priorité essentielle. Ce n'est qu'en réussissant à atteindre un taux d'emploi élevé que nous serons en mesure de préserver la prospérité de chacun et d'assurer l'avenir de nos systèmes de sécurité sociale dans le contexte des changements démographiques. Nous considérons dès lors le travail pour tous comme l'objectif central de notre politique économique et sociale et comme le bouclier le plus efficace contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En outre, nous pensons qu'il est de notre devoir de veiller à de bonnes conditions de travail et à des systèmes solides de sécurité sociale. Le meilleur moyen consiste à créer davantage d'emplois et donc à assurer la cohésion sociale et territoriale ; l'Union européenne, les Etats membres et les autorités régionales et locales doivent travailler de concert pour prendre toutes les mesures nécessaires.

Seule une dynamique économique qui encourage les investissements verts, peut créer de nouveaux emplois durables. Une croissance économique nette et durable représente donc un préalable important à la création d'emplois supplémentaires. Le PPE considère que le niveau du chômage dans certaines régions d'Europe, en particulier chez les femmes et les jeunes, est inacceptable. Ce phénomène a des effets négatifs sur la cohésion sociale et il est financièrement intenable à terme. Les pénuries de qualifications, en particulier dans le segment inférieur de la main-d'œuvre, contribuent au phénomène, tout comme le niveau élevé de la fiscalité. Nous avons besoin de systèmes plus actifs pour augmenter l'employabilité des personnes sans emploi. Il faut avant tout investir dans le capital humain pour obtenir une main-d'œuvre bien formée et très motivée.

214 Il faut également que l'esprit d'entreprise soit davantage développé dans tous les secteurs de la société.
215 Pour promouvoir l'emploi, le PPE veut se focaliser sur la mise en place de mesures directes et concrètes
216 encourageant la création de nouvelles entreprises, en favorisant en particulier l'esprit d'entreprise chez
217 les jeunes et les femmes. Ces mesures doivent comprendre un allègement de la charge administrative
218 pour les nouvelles entreprises, une simplification du cadre réglementaire, une réduction du niveau
219 général de taxation, une amélioration de l'accès aux sources de financement – en particulier au capital à
220 risque – pour les nouvelles entreprises, et la promotion d'une culture davantage axée sur l'esprit
221 d'entreprise. L'approche européenne des politiques de l'emploi doit en outre renforcer la coopération
222 entre les Etats membres ; un *benchmarking* des données statistiques, à l'échelle européenne, doit faciliter
223 les comparaisons et réduire la bureaucratie. A côté des administrations du pouvoir central, les pouvoirs
224 régionaux et locaux sont responsables du tiers des dépenses publiques et de plus des deux tiers des
225 investissements publics dans l'UE : ils constituent dès lors des acteurs fiables et actifs, en mesure de
226 proposer des solutions efficaces à la crise et de promouvoir la croissance et l'emploi.

227
228 Dans la ligne de la Charte des droits fondamentaux et du traité, nous soulignons l'importance des droits
229 des travailleurs et le rôle joué par l'ensemble des différents syndicats actifs en Europe. Le PPE est fier de
230 ses racines qui font de lui un véritable parti populaire et de ses excellentes relations avec les syndicats au
231 niveau national et au niveau européen.

232
233 Pour améliorer les performances des économies européennes, le PPE met en avant les priorités suivantes:

234 235 **L'achèvement du marché unique et l'expansion de la zone euro**

236
237 Avec le marché unique et l'Union économique et monétaire, l'UE a accompli d'énormes progrès dans la
238 création d'un marché commun pour près de 500 millions de citoyens. De nombreux obstacles restent
239 cependant à franchir encore. Dans les secteurs des services, des transports et de l'énergie, en particulier,
240 nous sommes encore loin d'un véritable marché unique. Cette situation entraîne des conséquences
241 négatives pour nos économies. L'élimination des obstacles qui subsistent encore au marché unique – tout
242 en respectant les compétences nationales en matière de sécurité sociale et le droit de chaque Etat
243 membre à conserver son modèle de marché de l'emploi – constitue une priorité essentielle pour
244 promouvoir la croissance et créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Il en va de même
245 pour l'adoption de l'euro dans un plus grand nombre d'Etats membres. Le PPE propose de lancer un
246 Manifeste des citoyens pour le marché unique, qui préciserait les dix principales frustrations vécues par
247 les citoyens. Cette initiative doit inciter la Commission et les Etats membres à agir. Nous soutenons
248 également les nouvelles initiatives visant à lier la mise en place d'un environnement toujours sûr pour les
249 consommateurs à l'accès à tous les marchés de l'UE.

250 251 **Réalisation d'infrastructures**

252
253 La reprise économique requiert également la mise en œuvre de projets d'investissement à grande échelle.
254 Les réseaux transeuropéens (RTE), en particulier, sont essentiels au bon fonctionnement du marché
255 intérieur. En plus de permettre la création d'emplois, ils stimuleront l'économie européenne dans son
256 ensemble, notamment grâce au tourisme. En outre, des investissements plus massifs dans des
257 infrastructures de pays tiers renforceraient l'influence européenne dans notre monde globalisé, tout en
258 contribuant au développement des pays concernés. Le PPE plaide dès lors pour l'achèvement du marché
259 unique dans les secteurs de l'énergie et des transports, et pour une rapide expansion des réseaux de
260 transport transeuropéens (RTE-T).

261 262 **Une meilleure coordination des politiques économiques**

263
264 Un retour à la croissance en Europe serait favorisé par une meilleure coordination des politiques
265 économiques des Etats membres, en particulier quant à la mise en œuvre des programmes nationaux de

266 réforme (PNR). Une meilleure coordination des politiques économiques et budgétaires encouragerait une
267 reprise de l'activité économique en Europe et la création d'emplois.

268

269 **Donner la priorité à la recherche et à l'innovation**

270

271 L'Europe reste à la traîne en matière de recherche et d'innovation. Ses principales faiblesses résident dans
272 la fragmentation et la dispersion de ses efforts et dans la difficulté à passer du stade de la recherche à
273 celui de l'innovation. Il existe en effet une différence entre la création de connaissance (recherche) et sa
274 mise en œuvre (dans des produits ou des services) et l'Europe est manifestement plus faible pour assurer
275 cette seconde étape. La coopération entre les programmes de recherche et entre les chercheurs en
276 Europe et à travers le monde doit être améliorée et les dépenses totales en recherche et développement
277 (R&D) portées à 3% du PIB d'ici à 2010 et à 4% d'ici à 2015. L'adoption du brevet communautaire, qui a
278 fait l'objet de débats depuis 30 ans, doit être un incitant majeur aux investissements privés dans la R&D.
279 Nous devons reconnaître le rôle positif joué par la propriété intellectuelle en faveur de l'innovation et de
280 la prospérité.

281

282 **Limiter la bureaucratie**

283

284 Des exigences administratives excessives découragent la création de nouvelles entreprises et empêchent
285 celles qui existent de se concentrer sur leur activité. Le PPE soutient l'idée qu'il faut offrir aux entreprises
286 un environnement qui favorise l'activité économique et qui leur permet de faire face à la concurrence au
287 sein de l'économie globale. La bureaucratie doit donc être limitée et l'impact de la législation en termes
288 de coûts pour les entreprises et l'emploi doit faire l'objet d'une évaluation systématique. Le PPE salue
289 l'objectif avancé par la Commission européenne de réduction de la charge réglementaire pesant sur les
290 entreprises de 25% d'ici à 2012.

291

292 **Promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME)**

293

294 Les deux tiers des emplois du secteur privé en Europe sont offerts par les petites et moyennes entreprises
295 et les PME créent la majorité des nouveaux emplois. Leur flexibilité et leur dynamisme en font un facteur
296 clé de la santé économique d'un pays. L'Europe manque d'entrepreneurs pionniers et le PPE entend faire
297 tout ce qui est en son pouvoir pour réinsuffler l'esprit d'entreprise et créer ainsi une économie plus
298 dynamique. A cet égard, le développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes et les jeunes mérite
299 un appui tout particulier. Une attention spécifique doit être apportée aux besoins des nouvelles
300 entreprises qui doivent être exonérées des charges administratives excessives. Dans un contexte de
301 récession économique, les PME sont particulièrement exposées à la pénurie de crédit en raison de leur
302 forte dépendance vis-à-vis du crédit bancaire et de leur accès limité aux marchés financiers. Les PME
303 doivent donc bénéficier de mesures de soutien pour pouvoir continuer à jouer le rôle de principal moteur
304 de la croissance, de la création d'emplois et de l'innovation. Elles doivent donc être ciblées par les
305 programmes de soutien financier au niveau de l'UE et des Etats membres.

306

307 De plus, les PME doivent être encouragées et soutenues dans leurs choix de procéder à des
308 investissements verts, en tant que solution durable à l'actuelle crise financière et économique.

309

310 **Parvenir à l'équilibre budgétaire**

311

312 Nous ne pouvons pas vivre aujourd'hui aux dépens des générations futures. Le PPE demeure donc
313 fermement attaché au Pacte de stabilité et de croissance pour parvenir à l'équilibre budgétaire et pour
314 commencer à rembourser la dette publique. Nous pensons que la stabilité macro-économique est une
315 condition clé pour atteindre les objectifs de croissance économique et de création d'emplois.

316

317

318 **S'attaquer à la dépression économique et rendre les marchés financiers plus transparents et plus**
319 **responsables**

320
321 Suite à la débâcle récente du système financier international, nous assistons à la pire crise financière et
322 bancaire depuis la Grande dépression. Des actions politiques coordonnées ont été prises en Europe et aux
323 Etats-Unis pour éviter que cette crise ne s'étende mais ses effets sur l'économie réelle se font déjà sentir
324 dans de nombreux pays. Alors que le chômage augmente aux Etats-Unis, la récession devient une triste
325 réalité en Europe, les économies émergentes commencent à faiblir, et la pénurie de crédit affecte
326 lourdement un grand nombre de nos entreprises, en particulier les PME. Des actions exceptionnelles,
327 coordonnées et rapides doivent être entreprises par tous les décideurs politiques pour éviter une nouvelle
328 dégradation de la situation. Pour limiter l'impact des développements actuels sur l'économie réelle, les
329 principaux objectifs consistent à restaurer la confiance dans le système bancaire qui doit honorer ses
330 engagements en termes d'octroi de crédits aux entreprises et aux ménages, à mettre en œuvre des
331 politiques susceptibles de juguler l'expansion du secteur public et à exiger une réforme sérieuse du
332 secteur financier international grâce à une supervision européenne et mondiale renforcée et à une
333 régulation efficace.

334
335 Cette crise affectera nos citoyens partout en Europe et nous serons jugés sur la base de notre capacité
336 politique à répondre efficacement et de manière coordonnée aux défis qui nous attendent. Nous ne
337 pouvons permettre au secteur financier de s'emparer des bénéfiques et laisser les contribuables essuyer les
338 pertes. Des leçons sur le fonctionnement des marchés doivent être tirées, en particulier pour les marchés
339 financiers, et le rôle de la régulation dans l'économie moderne, mondialisée, du 21^e siècle, doit être
340 complètement redéfini.

341
342 Nous devons également réévaluer la question des grandes institutions financières qui sont jugées « trop
343 grosses pour tomber » en raison des conséquences que, vu leur taille, leur faillite pourrait avoir sur
344 l'ensemble de l'économie. Les règles européennes et nationales de concurrence doivent être renforcées
345 pour éviter que ce phénomène se reproduise et éliminer ainsi le risque potentiel de voir ces institutions se
346 reposer largement sur l'argent des contribuables pour venir à leur secours en cas de difficultés financières.
347 Il convient dès lors de trouver un équilibre prudent qui tient compte de la nécessité de sauver les banques
348 et les institutions financières dont la faillite pourrait miner le bon fonctionnement (ou le redémarrage) de
349 notre système de marché. Mais le risque de voir ces institutions se comporter en « passagers clandestins »
350 se reposant sur la protection future des pouvoirs publics – ce qui correspond à une résurgence du
351 problème du « hasard moral » pour les plus grandes sociétés – doit être conjuré à tout prix.

352
353 En outre, le risque potentiel lié aux instruments financiers introduits récemment doit être évalué et les
354 régulateurs ne devraient pas autoriser les instruments et les pratiques qu'ils ne comprennent pas. Le fait
355 que des fonds de retraite soient détenus par des institutions financières mérite également une plus
356 grande attention. Des règles sans équivoque doivent être mises en place pour offrir des garanties plus
357 solides, des informations plus claires et une transparence accrue dans la gestion de ces fonds par les
358 institutions bancaires, dans le but d'établir des normes plus favorables pour les consommateurs. Ce point
359 est de la plus haute importance, tant pour le futur bien-être de nos citoyens que pour notre capacité à
360 démontrer la sincérité de notre engagement à construire un système socialement plus responsable et plus
361 sûr.

362
363 Dans ce contexte, le PPE soutient les actions de régulation qui promeuvent davantage de transparence, de
364 responsabilité et de surveillance au niveau européen et au niveau international. Nous insistons pour que
365 l'on mette en place non pas n'importe quelle régulation, mais une meilleure régulation. De plus, et même
366 si des mesures d'urgence sont intégrées dans le Pacte de stabilité et de croissance révisé et sont en effet
367 nécessaires pour l'instant, nous devons bien veiller à ne pas enfreindre les règles d'une gestion saine de la
368 dette publique au-delà de ce qui est absolument nécessaire pour une action d'urgence. Des mesures
369 temporaires de sauvetage doivent être mises en place, mais les réformes structurelles ne doivent pas être
370 oubliées pour éviter une dépression mondiale et le risque d'une dégradation du crédit de l'UE. Enfin, nous

371 devons empêcher la résurgence de mesures protectionnistes explosives tant en Europe qu'aux Etats-Unis,
372 parce que ces mesures saperaient la croissance à long terme et étoufferaient les efforts en faveur de
373 davantage d'innovation et d'investissements en R&D. Pour conclure, le PPE appuie les recommandations
374 suivantes en faveur d'une régulation et d'une politique plus efficaces dans le secteur financier :

- 375
- 376 1. améliorer la surveillance du secteur financier et la transparence générale des institutions financières.
- 377 2. développer des mécanismes pour la création d'un système de régulation du secteur financier fondé
378 sur des règles à l'échelle européenne.
- 379 3. combler le fossé comptable actuel.
- 380 4. trouver le juste équilibre entre une réponse suffisante en termes de régulation et de surveillance et la
381 stabilité du système financier. L'introduction de nouveaux produits financiers doit être évaluée en
382 fonction de leurs effets et ils ne peuvent porter atteinte à la stabilité financière. Le système financier
383 doit être stabilisé en mettant en place la régulation et la supervision nécessaires des marchés
384 financiers en Europe et dans le monde. Le système financier doit être au service de nos économies et
385 doit prendre tout particulièrement en considération les besoins des nouvelles entreprises et des PME
386 à qui l'on doit la plupart des créations d'emplois en Europe.
- 387 5. Améliorer la connaissance, le dialogue et la coopération internationale entre les autorités nationales
388 de supervision et les institutions financières, pour éviter une absence de comparabilité et de
389 cohérence dans l'évaluation d'instruments financiers de plus en plus complexes.
- 390 6. Renforcer la coopération internationale. Pour faire face à la crise mondiale et prévenir sa récurrence,
391 nous devons réformer et reconfigurer le système financier mondial. A elles seules, des règles
392 européennes ne sont pas suffisantes pour des marchés financiers globalisés. Il est donc de toute
393 évidence nécessaire de renforcer la coopération internationale dans le cadre d'un G-20 élargi et
394 d'autres institutions internationales.
- 395 7. Améliorer les pratiques de gestion du risque et la transparence des institutions financières et des
396 agences de notation.
- 397 8. Réviser la rémunération des dirigeants et réformer la structure des incitants dans le système de
398 gestion des salaires du management. A l'avenir, la responsabilité personnelle pour les décisions du
399 management doit être renforcée, conformément aux règles de bonne conduite.

400

401 L'UE doit également accomplir un effort pour que les valeurs économiques, sociales et écologiques
402 européennes, qui visent à assurer une croissance économique durable, soient également perçues comme
403 constitutives d'un modèle attractif pour les économies émergentes. Dans cette perspective, il convient de
404 promouvoir et soutenir encore davantage le rôle de l'UE comme un partenaire au niveau mondial.

405

406 **Construire une économie de la connaissance**

407

408 Même si certains progrès ont été enregistrés ces dernières années, le but de la stratégie de Lisbonne, qui
409 vise à faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde, est loin d'être
410 atteint. Le PPE considère que les objectifs de cette stratégie sont une priorité absolue pour que l'Europe
411 puisse s'affirmer comme un acteur important au niveau mondial et offrir à ses citoyens les emplois qui
412 leur sont nécessaires pour mener une existence décente.

413

414 La qualité et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation, la reconnaissance des qualifications au
415 plan européen et l'existence d'une main-d'œuvre très qualifiée et motivée sont essentielles pour
416 améliorer l'employabilité dans l'Union européenne. Les opportunités d'éducation et de formation doivent
417 correspondre aux besoins du marché du travail pour que tous les citoyens soient en mesure de participer
418 au progrès économique.

419

420 Pour que les citoyens soient mieux préparés et adaptés aux besoins d'une économie basée sur la haute
421 technologie, nous devons obtenir davantage de nos systèmes d'éducation et de formation. Les citoyens
422 pourront alors jouer pleinement leur rôle dans la société de la connaissance. Le concept de
423 l'apprentissage tout au long de la vie doit être internalisé dans toutes les composantes de la société. De

424 plus, les opportunités d'éducation et de formation doivent correspondre aux besoins du marché.
425 L'apprentissage des langues et les expériences de séjour à l'étranger élargissent les horizons et accroissent
426 la mobilité. Pour renforcer la liberté de circulation, le PPE veut éliminer les obstacles administratifs. Une
427 coopération transfrontalière renforcée devrait apporter des avantages supplémentaires aux patients et
428 accroître l'efficacité (économique). La Commission européenne doit dès lors accentuer ses efforts à cet
429 égard. En général, nous avons besoin de davantage de liberté pour la coopération (économique et sociale)
430 dans les régions frontalières. Des efforts supplémentaires sont également nécessaires pour réduire la
431 fracture numérique qui exclut surtout des personnes plus âgées et les groupes à faible revenu de
432 l'utilisation des technologies modernes de communication.

433

434 **Réduire les taxes et les cotisations**

435

436 Le niveau généralement élevé de la taxation et des cotisations sociales dans de nombreux Etats membres
437 est un handicap à la création de richesses parce qu'il décourage l'initiative privée, étouffe les instruments
438 innovateurs et freine l'embauche de personnel supplémentaire. Nous invitons donc les Etats membres à
439 adopter les recommandations suivantes concernant la politique fiscale en Europe :

440

- 441 1. *Alléger la charge fiscale globale en Europe* – qui est toujours parmi les plus élevées au monde – pour
442 offrir davantage d'incitants en faveur du travail, de l'épargne et de l'investissement en Europe,
443 comme le recommandait l'agenda de Lisbonne.
- 444 2. *Poursuivre la simplification des systèmes fiscaux en Europe* pour les rendre plus transparents et plus
445 compréhensibles pour les contribuables et éviter un marché à deux niveaux qui distingue ceux qui
446 peuvent se permettre de recourir au conseil fiscal et les autres contribuables.
- 447 3. Pour ne pas faire de discrimination entre le capital et le travail, les *réductions d'impôt* ne doivent pas
448 être accordées seulement du côté de la production mais elles *doivent aussi être étendues au niveau*
449 *des revenus personnels*.
- 450 4. Comme la concurrence économique globale s'accroît, les systèmes fiscaux doivent être réformés pour
451 rendre les pays plus attractifs aux capitaux et aux talents. Cet objectif peut être atteint en baissant la
452 charge fiscale totale, et *en introduisant des taux réduits d'imposition et des exemptions fiscales*. Ces
453 réformes conduiront également à une convergence des systèmes fiscaux.
- 454 5. Pour éviter les distorsions irrationnelles aux échanges commerciaux et les incitants à la fraude, et pour
455 améliorer l'impact global des mesures fiscales en encourageant les activités transfrontalières, le PPE
456 est favorable à de nouvelles discussions sur une coordination raisonnable en matière d'impôts
457 indirects en Europe. Ce débat doit s'inscrire dans le cadre des dispositions du traité UE et dans le
458 respect de la souveraineté nationale des Etats membres.

459

460 Dans la perspective d'une concurrence accrue au niveau européen et mondial, le PPE salue les réformes
461 du système fiscal qui conduisent, grâce à des baisses de taux d'imposition et à un plus petit nombre
462 d'exemptions, à une convergence en matière de base d'imposition. A cette fin, nous estimons nécessaire
463 de soutenir une convergence des principes comptables au niveau européen, qui peut apporter des
464 avantages aux sociétés concernées et entraîner une baisse des coûts administratifs.

465

466 Pour mieux coordonner ses efforts de lutte contre l'évasion fiscale et les autres activités financières
467 illicites, nous recommandons l'adoption par l'Union européenne d'une réglementation plus stricte en
468 matière de paradis fiscaux et autres places *off shore* qui sont trop souvent situées dans des juridictions
469 peu coopérantes. Une telle politique assurerait une plus grande transparence des flux fiscaux et
470 stimulerait la lutte contre la corruption en Europe.

471

472 **Le Parti Populaire Européen présente les propositions suivantes :**

473

- 474 1. ***Eviter une dépression économique mondiale.*** Les gouvernements européens doivent continuer à
475 ***mieux coordonner leurs politiques fiscales et monétaires pour éviter que la récession économique***
476 ***actuelle ne se transforme demain en dépression.***

- 477 1a. Même si des mesures d'urgence sont nécessaires en ces temps de crise, nous devons bien
478 veiller à ne pas enfreindre les règles d'une *gestion saine de la dette publique* au-delà de ce qui
479 est absolument nécessaire pour une action d'urgence. Nous ne devons pas vivre aujourd'hui aux
480 dépens des générations futures. Le Pacte de stabilité et de croissance reste le cadre principal
481 pour assurer la discipline financière.
- 482 2. *Prévenir une résurgence du protectionnisme.* Les compétences économiques solides du PPE, sa forte
483 volonté politique et les mesures décidées avec promptitude jusqu'à présent, montrent que nous
484 sommes sur la bonne voie pour éviter les erreurs des années 1930, à savoir l'adoption de mesures
485 protectionnistes isolant les pays les uns des autres en aggravant ainsi leur situation économique.
- 486 2a. *Prévenir également le protectionnisme dans l'UE.* Il est d'une importance vitale que le
487 marché unique continue à fonctionner. Face à une dégradation des perspectives économiques,
488 l'Europe doit s'en tenir à une approche commune basée sur ses valeurs et ses règles plutôt que
489 d'en revenir au nationalisme économique. Le marché intérieur européen doit être la pierre
490 angulaire de la reprise économique. Alors que les petites entreprises sont de plus en plus
491 préoccupées par la nouvelle vague de protectionnisme, la concurrence au sein du marché
492 intérieur doit être la base de l'économie européenne. Il faut donc que l'Europe gère la crise et
493 qu'elle en tire les leçons. Les gouvernements européens doivent résister à la tentation d'utiliser
494 la récession économique comme un prétexte pour utiliser l'argent des contribuables pour
495 sauver des industries non compétitives.
- 496 3. *Reconstruire l'architecture financière internationale.* A elles seules, des règles européennes ne sont
497 pas suffisantes pour des marchés financiers globalisés. Il est donc de toute évidence nécessaire de
498 renforcer la coopération internationale dans le cadre d'un G-20 élargi et d'autres institutions
499 internationales en tenant compte du rôle grandissant des économies émergentes.
- 500 3a. *La surveillance du secteur financier et la transparence et la responsabilité des institutions*
501 *financières* doivent être améliorées. Le risque potentiel lié aux instruments financiers introduits
502 récemment doit être évalué et les régulateurs ne devraient pas autoriser les instruments et les
503 pratiques qu'ils ne comprennent pas.
- 504 3b. Des actions politiques et économiques concrètes doivent être menées pour *redynamiser le*
505 *secteur bancaire européen en difficulté.* Les banques doivent rapidement revenir à leurs
506 fonctions premières, qui sont d'apporter du crédit à l'économie réelle pour financer les sociétés
507 et les entreprises après une évaluation prudente des risques impliqués.
- 508 3c. *Un système de régulation du système financier fondé sur des règles à l'échelle européenne*
509 doit être mis en place suite à la crise actuelle sur les marchés financiers.
- 510 4. *La création d'emplois est notre priorité essentielle.* Ce n'est qu'en réussissant à atteindre un taux
511 d'emploi élevé que nous serons en mesure de préserver la prospérité de chacun et d'assurer l'avenir
512 de nos systèmes de sécurité sociale. Nous pensons qu'il est de notre devoir de veiller à de bonnes
513 conditions de travail et à des systèmes solides de sécurité sociale. Enfin, nous devons pouvoir
514 compter sur des systèmes plus actifs pour *améliorer l'employabilité des personnes sans emploi.*
- 515 5. *La coordination entre les programmes de recherche* doit être améliorée et les dépenses totales en
516 recherche et développement portées à 3% du PIB d'ici à 2010 et à 4% d'ici à 2015, pour améliorer la
517 position de l'Europe en matière de recherche et d'innovation.
- 518 6. *La bureaucratie doit donc être limitée* et l'impact de la législation en termes de coûts pour les
519 entreprises et l'emploi doit faire l'objet d'une évaluation systématique.
- 520 7. La récession économique actuelle représente aussi une occasion idéale pour *accroître nos*
521 *investissements dans les technologies vertes.* Une telle politique sera favorable à notre croissance
522 économique et créera des opportunités d'emplois, tout en crédibilisant la position de leader
523 mondial du secteur revendiquée par l'Europe.
- 524 8. *La Politique de cohésion* et en particulier sa dimension territoriale peuvent contribuer à dynamiser
525 l'activité économique et à réduire le chômage. La politique de cohésion doit être vue comme
526 complémentaire à la compétitivité ; elle constitue un outil important pour la promotion des
527 objectifs de la Stratégie de Lisbonne en matière de croissance et d'emploi.

- 528 9. *La révision des perspectives budgétaires* au-delà de 2013 doit refléter précisément les priorités du
529 PPE indiquées plus haut.
- 530 10. *La politique des transports de l'UE* doit intégrer un réseau de transport transeuropéen (RTE-T)
531 efficient et offrir des services modernes de transport de haute qualité, sur la base des quatre
532 principes suivants : sécurité, rapidité du service, faible coût et respect de l'environnement.
- 533

534 2. Faire de l'Europe un lieu plus sûr

535

536 Au cours des dernières décennies, les questions liées à la justice, à la liberté et à la sécurité sont devenues
537 pour l'Union européenne un champ d'action politique important et dynamique. La sécurité en Europe est
538 confrontée à de graves défis dans différents domaines, qui ne sont pas toujours liés entre eux. De plus,
539 l'évaluation du contexte en matière de sécurité – en particulier de sécurité intérieure – doit actuellement
540 faire référence à la situation mondiale en termes de sécurité et de conflits. Aucun pays n'est à lui seul
541 capable de régler les problèmes complexes actuels : des efforts et une coopération au niveau mondial
542 sont indispensables. Il n'existe pas de réponses simples et sûres aux questions posées par la manière de
543 protéger nos valeurs fondamentales, de vaincre la menace terroriste et celle du crime organisé, de régler
544 la question de l'immigration illégale et de garantir la sécurité aux citoyens européens. C'est pourquoi le
545 Parti Populaire Européen a développé une politique visant à protéger les citoyens européens et à faire de
546 l'Europe un lieu de vie plus sûr.

547

548 **Combattre le terrorisme**

549

550 Le terrorisme menace les valeurs européennes de sécurité, démocratie et liberté. La vague terroriste la
551 plus récente poursuit des visées globales et est souvent liée au fanatisme religieux. Il est important de
552 faire la différence entre cet « extrémisme religieux » et l'islam ou toute autre religion. C'est le terrorisme
553 lié à l'extrémisme religieux ou qui en est l'expression, et non l'islam, qui rejette notre société ouverte.
554 C'est le terrorisme en tant que tel qui est le principal adversaire et le principal obstacle à ce que le monde
555 musulman évolue dans le sens du développement personnel, de la liberté, de la prospérité et de la
556 démocratie. Nous nous opposerons résolument à toutes les activités politiques qui, sous le prétexte
557 erroné de défendre la foi islamique, sont fondées sur la menace et la violence. L'Union européenne doit
558 s'attaquer aux méthodes d'infiltration utilisées par les groupes terroristes, en particulier auprès des
559 populations les moins favorisées où elles tentent de recruter de nouveaux membres.

560

561 L'Union européenne doit souligner que les attentats qui frappent des personnes, même s'ils sont menés
562 au nom de la religion, sont des actes qui sont en contradiction avec la religion, et qui sont inspirés par la
563 haine et par une vision totalitaire de nos sociétés. L'UE et les Etats membres doivent adopter une
564 politique de tolérance zéro face aux attentats et aux menaces de violence, sans égard pour les
565 justifications spécieuses des conceptions avancées par certains mouvements religieux. L'accent doit être
566 mis sur des initiatives telles que le dialogue interreligieux et interculturel.

567

568 Il est important de travailler plus rapidement pour résoudre les problèmes relatifs à la transposition en
569 droit national du mandat d'arrêt européen et des procédures européennes d'extradition et pour abolir les
570 méthodes qui ont empêché ces outils d'être appliqués intégralement et de manière cohérente. On
571 pourrait ainsi franchir une étape essentielle vers une coopération judiciaire bien plus large, tout en
572 renforçant la confiance mutuelle entre les Etats membres. Le PPE est favorable à l'adoption d'une
573 décision-cadre harmonisant les conditions d'entrée, de séjour et d'expulsion du territoire de l'UE de toute
574 personne incitant à la perpétration d'actes de terrorisme.

575

576 L'Union européenne doit promouvoir les valeurs universelles et les droits de l'homme dans le monde
577 musulman. A cet égard, la politique de l'UE vis-à-vis des pays musulmans qui protègent les normes
578 démocratiques ou qui encouragent un processus de démocratisation au sein de leur société, revêt une
579 très grande importance.

580

581 Les mesures antiterroristes relèvent de la compétence des Etats membres, mais le PPE est convaincu que
582 le succès dans la lutte contre les mouvements terroristes et la protection effective de nos citoyens sont
583 impossibles si nous ne coordonnons pas nos politiques et si nous ne nous accordons pas sur les mêmes
584 principes. En outre, l'Union européenne doit manifestement jouer un rôle dans la lutte contre le
585 terrorisme. Nous devons parvenir à développer un système européen de sécurité où les compétences des

586 institutions européennes et des institutions nationales sont précisément définies de manière à être
587 clairement comprises par les citoyens européens.

588

589 **Combattre et prévenir la criminalité organisée**

590

591 Au cours des dernières décennies, l'activité criminelle organisée a continué d'être une réalité
592 problématique en Europe, en dépit des budgets de plus en plus importants consacrés au contrôle et à la
593 prévention de la criminalité organisée. De plus, en raison de la globalisation et des avancées
594 technologiques, de nouvelles formes d'activités criminelles sont apparues. Le PPE estime dès lors qu'une
595 approche globale doit être mise en œuvre pour relever le défi mondial du crime organisé.

596

597 L'UE doit intensifier sa coopération avec des pays tiers via EUROPOL, en particulier pour prévenir la
598 criminalité transfrontalière et pour assurer un voisinage sûr. De plus, une coopération plus étroite entre
599 les services répressifs des Etats membres permettra de mieux protéger l'espace de liberté, de sécurité et
600 de justice. Une meilleure coordination est également nécessaire pour lutter contre toutes les formes de
601 corruption à tous les niveaux dans les pays de l'UE. Les compétences opérationnelles d'EUROPOL doivent
602 être renforcées.

603

604 **Préserver les libertés des citoyens**

605

606 Notre action entend apporter plus de liberté, de sécurité et de justice. Il existe cependant encore des
607 carences en matière d'application des lois et de protection des libertés fondamentales dans certains Etats
608 membres, où une amélioration s'impose. Nos enfants sont par ailleurs confrontés à des défis et même à
609 des dangers intolérables qui prennent la forme de la criminalité par Internet et de la transmission de la
610 violence par les médias. La lutte contre ces phénomènes requiert une action déterminée et coordonnée
611 de la part des autorités nationales, européennes et internationales.

612

613 La lutte contre le terrorisme doit établir un équilibre délicat entre la garantie de sécurité à apporter à nos
614 citoyens et le respect de leurs droits fondamentaux. Pour préserver le droit à la vie privée, les exemples
615 de données sensibles utilisées abusivement par des administrations ou des entreprises privées, ou
616 susceptibles d'une utilisation non autorisée, exigent une révision urgente de la manière dont les
617 informations sur les citoyens sont stockées, des personnes qui y ont accès et des fins admises pour leur
618 utilisation.

619

620 Nous voulons renforcer le monopole de l'Etat sur l'usage de la force et nous sommes partisans d'un
621 contrôle strict des entreprises privées de sécurité, dont les activités doivent être strictement limitées.

622

623 **Adopter une vision à long terme – prévenir vaut mieux que guérir**

624

625 Nous devons reconnaître la contribution apportée à notre société par la grande majorité des
626 communautés musulmanes en Europe. Ce n'est qu'en travaillant en étroite collaboration avec elles que
627 nous pourrions faire échec au terrorisme djihadiste dont les origines se situent aujourd'hui tant en Europe
628 qu'au Moyen-Orient. Nous ne devons pas être aveugles aux cas d'exclusion sociale des jeunes des
629 communautés musulmanes dans nos pays, qui deviennent des cibles vulnérables pour ceux qui cherchent
630 à faire naître le rejet de l'Europe dans les coeurs et les esprits de ces jeunes.

631

632 **Etre fiers de nos valeurs et de nos convictions**

633

634 Tout en respectant les traditions et les convictions religieuses des minorités ethniques, nous devons
635 néanmoins nous montrer intolérants vis-à-vis de l'intolérance à l'encontre de notre propre système de
636 valeurs et de nos propres convictions. Nous avons le droit d'en être fiers et de les faire respecter. Nous
637 devons promouvoir la liberté religieuse et la liberté de conscience tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de

638 l'UE ; à la lumière des principes de réciprocité et du droit international, la liberté religieuse, notamment
639 celle des minorités chrétiennes dans les pays tiers, doit être mieux respectée.

640
641 Le Parti Populaire Européen recommande l'actualisation, la revitalisation et la modernisation des valeurs
642 inhérentes, y compris les droits des personnes appartenant aux minorités nationales. Ces minorités
643 nationales, leur langue et leur culture font partie de nos valeurs européennes. Ces valeurs sont communes
644 aux Etats membres dans une société où prévalent le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la
645 justice, la solidarité et l'égalité entre hommes et femmes. Le PPE recommande la promotion des
646 meilleures pratiques en matière de droits des minorités.

647
648 La politique étrangère de l'UE doit autant que possible être conforme aux principes indiqués plus haut.
649 Nous devons apprendre à distinguer les gouvernements qui soutiennent implicitement ou explicitement la
650 violence de ceux qui ne le font pas : une fois cette distinction établie, nous devons agir en conséquence.

651
652 **Le Parti Populaire Européen présente les propositions suivantes :**

- 653
654 **1. La politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne doit avancer du même pas que sa**
655 **politique interne. Elle doit être basée sur des principes, des convictions et des valeurs pour pouvoir,**
656 **à partir d'une position caractérisée par l'unité et la cohésion, affronter des problèmes comme le**
657 **terrorisme djihadiste et la criminalité organisée. D'autres phénomènes liés à l'asile et à**
658 **l'immigration doivent également bénéficier d'une approche globale.**
659 **2. Il est nécessaire de redéfinir de manière urgente le modèle actuel de la sécurité européenne et de**
660 **trouver des mécanismes permettant d'améliorer la communication et les synergies entre le**
661 **Commissaire pour la liberté, la sécurité et la justice, le Coordinateur de la lutte contre le terrorisme**
662 **de l'Union européenne et le Directeur d'Europol, en particulier pour traiter de manière unifiée et**
663 **organisée la stratégie de lutte contre le terrorisme.**
664 **3. La coordination entre les autorités nationales pour les questions de sécurité intérieure doit être**
665 **renforcée, y compris la coordination entre les services de renseignement et le partage des**
666 **documents et des données.**
667 **4. Il faut également prévoir des rencontres régulières, au moins une fois par an, entre les Ministres de**
668 **l'Intérieur de tous les Etats membres, le Commissaire pour la liberté, la sécurité et la justice, le**
669 **Coordinateur de la lutte contre le terrorisme de l'Union européenne et les Directeurs d'Europol,**
670 **Eurojust, SITCEN et de Frontex, pour discuter exclusivement de la situation concernant les**
671 **organisations extrémistes terroristes, comme les djihadistes ou l'ETA.**
672 **5. Il est également urgent d'améliorer les capacités opérationnelles d'Europol et d'Eurojust, pour leur**
673 **permettre de contribuer efficacement et de manière pertinente à la mise en œuvre de cette**
674 **politique clé de l'UE.**
675 **6. L'UE doit assurer l'approvisionnement énergétique et la sécurité de l'économie européenne, en**
676 **soutenant les investissements dans des projets qui visent à éviter la dépendance énergétique et à**
677 **diversifier les sources et les approvisionnements, pour éviter de nouvelles crises.**

678
679 **Développer une politique commune face à l'immigration illégale**

680 L'immigration est devenue une question majeure pour tous les Etats européens. Notre continent était
681 jadis une terre d'émigration mais il est devenu une destination majeure pour les immigrants. Un certain
682 nombre de facteurs ont influencé les migrations au cours des dernières décennies : la croissance
683 démographique, la globalisation du marché, la dégradation de l'environnement, les progrès des
684 technologies de la communication, la facilité accrue des transports, les conditions politiques,
685 économiques et sociales, les conflits régionaux et les catastrophes naturelles.

686 On considère généralement que l'émigration massive est un signe d'échec pour le pays de départ, mais
687 nous ne devons pas non plus sous-estimer l'impact du réchauffement climatique et le nombre croissant
688 de « réfugiés du changement climatique ». Il est vrai cependant que dans de nombreux pays, les dirigeants

689 se satisfont d'une émigration élevée qui éloigne une jeunesse turbulente et qui se traduit par des revenus
690 significatifs sous la forme de versements envoyés en devises fortes.

691
692 Toutefois, une immigration mal gérée – en particulier une immigration illégale incontrôlée – crée des
693 tensions dans le pays d'arrivée et place inévitablement les immigrants illégaux dans une situation difficile.
694 Cette situation peut profiter au crime organisé et au trafic d'êtres humains. La lutte contre l'immigration
695 illégale et la prévention des drames humains qui y sont liés doit être considérée comme un des éléments
696 clés de la réponse européenne.

697
698 La mise en œuvre de la liberté de circulation des personnes au sein de l'espace européen, adoptée à
699 Schengen en 1985, condamne les politiques nationales à l'inefficacité aussi longtemps qu'il n'y a pas
700 d'objectifs communs et de coordination des moyens. Dans une Union européenne sans frontières
701 intérieures, nous devons prendre des mesures fortes, au niveau national comme européen, pour mieux
702 protéger notre frontière extérieure. La pression de l'immigration illégale dans les régions de la
703 Méditerranée et de l'Atlantique a en effet atteint un niveau sans précédent.

704
705 Le PPE reconnaît que les actions entamées au niveau de l'UE – comme la création de Frontex – offrent les
706 bases d'une coopération accrue entre les Etats membres sur la question de l'immigration illégale.
707 Reconnaître que l'immigration illégale est un problème européen commun constitue un préalable au
708 succès d'une politique de lutte contre cette immigration illégale, qui demande des efforts davantage
709 concertés et coordonnés entre les Etats membres, les régions et les municipalités.

710
711 **Le Parti Populaire Européen présente les propositions suivantes :**

- 712 **1. La dignité humaine des migrants doit être respectée et protégée. Le scandale inacceptable ne réside**
713 **pas dans le renvoi des travailleurs illégaux mais dans l'absence de préoccupation à l'égard des**
714 **milliers de « boat people » noyés à proximité de nos côtes et des centaines de milliers de**
715 **prostituées venues de l'Est ou du Sud et qui travaillent dans toutes nos grandes villes.**
- 716 **2. Sur le marché de l'emploi, la préférence européenne doit être mise en œuvre. Partout où c'est**
717 **possible, les migrations à l'intérieur de l'UE, dans le cadre des règles de la liberté de circulation,**
718 **doivent être encouragées, en particulier pour répondre aux pénuries de capacités dans les Etats**
719 **membres. Une mobilité professionnelle accrue doit être facilitée en réduisant les obstacles**
720 **bureaucratiques, notamment par la reconnaissance des qualifications et la portabilité plus aisée des**
721 **différents droits acquis, comme les droits en matière de pension.**
- 722 **3. La lutte contre l'immigration illégale doit être menée au niveau de l'UE à partir des besoins, des**
723 **capacités et des priorités établies par chaque Etat membre. Les Etats membres négocieront autant**
724 **que possible avec les pays d'origine. En plus des partenariats à établir avec les pays d'émigration,**
725 **nous devons également encourager un resserrement et une amélioration des liens en matière de**
726 **coopération policière et judiciaire au niveau européen. Dans le même temps, la coordination et les**
727 **contrôles aux frontières communes de l'UE doivent être renforcés et les administrations nationales**
728 **responsables des affaires intérieures et de la sécurité être mieux financées et coordonnées au**
729 **niveau de l'UE. Le mandat de Frontex doit être réévalué pour répondre à la pression croissante de**
730 **l'immigration illégale et il faut renforcer la coopération dans la lutte contre les activités et les**
731 **organisations criminelles qui se cachent souvent derrière l'immigration illégale et le trafic d'êtres**
732 **humains. Dans la même perspective, nous soutenons pleinement la politique européenne de**
733 **voisinage et ses plans d'action visant à promouvoir un développement économique accru, la**
734 **stabilité et une meilleure gouvernance de nombreux pays limitrophes de l'UE.**
- 735 **4. Une politique commune sur le droit d'asile doit être mise en œuvre. Notre priorité doit être**
736 **d'établir des garanties de procédure et des normes communes dans le traitement des demandes**
737 **d'asile, d'améliorer la protection des personnes vulnérables et de renforcer la coopération avec les**
738 **Etats membres confrontés à une extraordinaire pression des demandeurs d'asile. Le PPE est opposé**
739 **aux régularisations de masse de la part d'Etats membres individuels.**
- 740 **5. Il faut coordonner nos systèmes de régularisation des migrants et d'octroi de la citoyenneté aux**
741 **étrangers qui acquièrent dans le même temps la citoyenneté européenne. L'établissement et la**

742 mise en œuvre du système Blue Card pour les travailleurs hautement qualifiés pourrait représenter
743 une solution pour atteindre ces objectifs.

744 6. Il faut proposer un partenariat global avec les pays d'origine. Nous devons établir une politique de
745 retours équitable mais déterminée, dont le message est transmis aux pays d'origine des immigrants
746 illégaux. Dans cette perspective, nous soutenons pleinement la directive Retour de la Commission
747 européenne qui établit un juste équilibre entre le rapatriement des immigrants illégaux et les
748 garanties en termes de droits de l'homme. De même, le retour des travailleurs après un séjour
749 suffisant pour leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle solide, la réadmission des
750 personnes en situation illégale, la coopération policière et judiciaire pour démanteler les réseaux de
751 passeurs frontaliers, et une section sur le co-développement lorsque cela s'avère pertinent,
752 constituent autant de points importants pour le PPE.

753 7. La protection des côtes de l'Union européenne est vitale pour lutter contre l'immigration illégale.
754 L'Union européenne est entourée par la mer et la plupart des immigrants illégaux pénètrent dans
755 l'UE par ses frontières maritimes. La création d'un corps européen de garde-côtes est essentielle
756 pour combattre ce phénomène. Durant la prochaine législature du Parlement européen, nous
757 devons établir une feuille de route spécifique allant dans ce sens et comprenant un accord sur le
758 budget.

759

760 **Assurer la sécurité alimentaire**

761

762 L'alimentation représente un élément essentiel de la culture et de la civilisation européennes, et elle a
763 une grande importance tant en termes sociaux et économiques qu'en termes de santé publique. Elle nous
764 concerne tous et tout au long de notre vie. La hausse des prix alimentaires a focalisé l'attention sur la
765 manière dont l'UE peut garantir à ses citoyens un approvisionnement de denrées alimentaires de qualité à
766 des prix abordables. Nous sommes également confrontés au défi plus important encore de la hausse de la
767 demande au niveau mondial. Les pays en développement affrontent d'énormes problèmes parce que la
768 hausse des prix des denrées de base plonge davantage de gens dans la pauvreté et la sous-alimentation,
769 avec des conséquences terribles telles que la famine ou des émeutes. A travers le monde, les agriculteurs
770 ont à faire face à de gigantesques défis. Au sein de l'UE, on leur demande de produire davantage de
771 nourriture dans un contexte de hausse des coûts, de limitations de quotas et de contraintes
772 environnementales. La nature multifonctionnelle de l'agriculture de l'UE exige un respect strict des
773 normes environnementales, de bien-être animal et de qualité des aliments.

774

775 **Sécurité alimentaire**

776 Une population mondiale qui augmente de 80 millions par an avec un chiffre total prévu de 8 milliards
777 d'habitants en 2025 suppose des exigences accrues en termes de sécurité alimentaire, principalement
778 mais pas uniquement dans les pays en développement.

779 Après une longue période de réformes, les agriculteurs ont besoin d'une politique agricole commune
780 (PAC) stable et prévisible. L'agriculture se trouve au cœur des défis économiques, écologiques et sociaux
781 de demain. C'est l'un des secteurs clés de la stratégie européenne, un secteur important en termes de
782 création d'emplois ; l'agriculture joue un rôle dans l'identité locale ; elle est étroitement liée à un secteur
783 agroalimentaire dynamique, et elle a un impact sur l'environnement. Nos conceptions doivent aussi
784 s'inscrire dans une approche plus globale, qui tient compte de la gouvernance à travers le monde, parce
785 que la PAC seule ne peut régler des problèmes comme la faim dans le monde ou le changement
786 climatique. L'UE doit continuer à soutenir le développement des zones rurales et l'agriculture familiale.

787

788 **Le Parti Populaire Européen présente les propositions suivantes :**

789 **1. Une politique agricole rénovée, capable d'atteindre un quadruple objectif :**

- 790
- 791 • **assurer l'approvisionnement de l'UE en produits de haute qualité en tenant compte des demandes**
 - 792 **des agriculteurs et des consommateurs ;**
 - 793 • **contribuer à l'équilibre alimentaire mondial en participant à la sécurité alimentaire et énergétique**
 - 794 **mondiale et en étant présent sur les marchés de demain ;**
 - 795 • **préserver et renforcer l'équilibre dans les zones rurales en tant que paysages culturels, en assurant**
 - 796 **la présence d'activités et d'emplois et en préservant le niveau de vie des agriculteurs ;**
 - 797 • **participer à la lutte contre le changement climatique et l'amélioration de l'environnement, en**
 - 798 **créant une agriculture qui réconcilie développement durable, croissance économique et efficacité**

799 **2. Une politique de la pêche rénovée, capable d'atteindre les objectifs suivants :**

800 **La pêche et l'aquaculture jouent un rôle essentiel en fournissant des aliments de haute qualité aux**
801 **consommateurs, tout en contribuant à la cohésion sociale et économique de toutes les zones qui**
802 **dépendent de la pêche.**

803

804 **Pêche :**

- 805 • **gestion, conservation et exploitation durable commune des stocks de pêche en luttant contre la**
- 806 **pêche illégale, non signalée et non réglementée ;**
- 807 • **limitation de l'impact environnemental de la pêche en réduisant les captures non désirées et en**
- 808 **éliminant les rejets ;**
- 809 • **meilleure coopération entre les flottes de pêche opérant dans les mers de la région.**

810 **Aquaculture:**

- 811 • **création d'emplois stables en particulier dans les zones qui dépendent de la pêche en**
- 812 **accroissant la production et en appliquant une gestion intégrée des zones côtières ;**
- 813 • **fournir des produits de la pêche sûrs et de première qualité en garantissant un niveau élevé de**
- 814 **santé publique et animale ainsi que de bien-être animal ;**
- 815 • **assurer que le secteur respecte l'environnement en réduisant l'impact des déchets, en réglant la**
- 816 **question des espèces étrangères, en favorisant la production biologique et en se livrant à des**
- 817 **évaluations d'impact environnemental.**

818 **3. La capacité à faire face à la volatilité du marché est un facteur déterminant pour conserver**

819 **durablement des bases de production en Europe. Les formes actuelles de soutien, qui sont**

820 **essentiellement fixées dans le temps et déconnectées de la situation réelle du marché, doivent être**

821 **complétées par des outils moins statiques, en tenant dûment compte des règles internationales.**

822 **4. Pour disposer d'une PAC efficiente au sein de l'UE, il faut davantage tenir compte de la diversité des**

823 **systèmes de production et de leurs besoins. Nous devons trouver un équilibre entre une production**

824 **agricole durable et la protection de l'environnement. Pour répondre aux défis à venir, le soutien à**

825 **l'agriculture et à l'agro-industrie dans le cadre de la PAC doit être conçu de manière à encourager**

826 **l'innovation et à intégrer un profond respect pour l'environnement.**

827 **5. Les exigences élevées imposées aux producteurs européens en termes de normes de santé et**

828 **d'environnement, et même les préférences collectives comme le bien-être animal, sont légitimes parce**

829 **qu'elles répondent aux attentes de la société, mais elles entraînent des coûts élevés pour les**

830 **producteurs. La production européenne doit dès lors être régie par une concurrence loyale et protégée**

831 **des distorsions de concurrence et il faut rechercher un équilibre entre compétitivité et attentes sociales.**

832 **Nonobstant son adhésion au principe de libre circulation des marchandises, le PPE, en vertu du principe**

833 **de subsidiarité, soutient les décisions nationales ou régionales sur le droit à une agriculture sans OGM.**

834 **Nous devons parvenir à augmenter la production végétale et animale pour les aliments de base et la**

835 **bioénergie en appliquant les mesures suivantes :**

- 836 • **abolition de toutes les jachères au sein de l'UE et meilleure analyse des politiques actuelles de l'UE**
- 837 **en matière environnementale et d'affectation des sols;**
- 838 • **accélération du passage à la production et à la consommation de bioénergie de deuxième**
- 839 **génération (traitement du fumier et des déchets agricoles) ;**
- 840 • **recherche et développement de nouvelles technologies en matière alimentaire, d'alimentation et**
- 841 **de bien-être des animaux et de production d'énergie.**

842

843 **Sécurité des denrées alimentaires**

844 En matière d'alimentation, les citoyens de l'UE sont de plus en plus exigeants quant à la qualité

845 nutritionnelle des produits et à leur effet positif sur la santé. Le PPE accorde une attention particulière au

846 droit du consommateur de décider par lui-même, spécialement en termes de législation sur l'étiquetage
847 des aliments et d'allégations nutritionnelles et de santé concernant des produits alimentaires. Nous
848 soulignons que les citoyens de l'UE ont droit à :

849

- 850 • des aliments de haute qualité, en particulier en termes d'hygiène et de sécurité ;
- 851 • la transparence et la traçabilité de la chaîne alimentaire (avec l'indication du lieu d'origine des
852 denrées alimentaires et des principaux produits de base);
- 853 • un étiquetage des aliments clair, précis et factuel ;
- 854 • aux spécialités, cuisines et aliments traditionnels et régionaux;
- 855 • à une information et une éducation sur les choix sains en matière de mode de vie.

856

857 **Le Parti Populaire Européen présente les propositions suivantes:**

- 858 • **L'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) a un rôle critique à jouer en rendant des**
859 **décisions et en fournissant aux Etats membres des informations en toute indépendance et sur la**
860 **base d'éléments scientifiques, y compris sur les aliments génétiquement modifiés. Elle ne doit pas**
861 **s'engager dans des tâches qui ne relèvent pas de sa mission.**
- 862 • **Soutien résolu à une approche « de la ferme à la fourchette » tout au long de la chaîne alimentaire.**
- 863 • **Adhésion au principe du pollueur-payeur en matière d'hygiène, de manipulation et de production**
864 **d'aliments.**
- 865 • **Les normes européennes doivent être appliquées aux semences et aliments importés, avec des**
866 **sanctions à l'appui.**
- 867 • **Utilisation prudente des pesticides, des engrais et des produits vétérinaires autorisés.**
- 868 • **Etiquetage correct, précis et sur des bases scientifiques, des produits alimentaires. Campagnes**
869 **d'information dans les Etats membres, soutenues par l'UE en vue de promouvoir des modes de vie**
870 **sains. Les consommateurs doivent être en mesure de faire des choix responsables en termes de**
871 **mode de vie pour eux et leur famille. Les spécialités, les cuisines et les aliments traditionnels et**
872 **régionaux doivent être préservés et promus comme faisant partie de notre culture.**

873

874 3. Combattre le changement climatique – notre responsabilité envers les générations futures

875

876 *'La seule bataille perdue est celle qu'on ne mène pas' - Loyola de Palacio*

877

878 Introduction

879

880

881 Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a conclu que l'activité humaine
882 modifie notre système climatique et qu'elle continuera à le faire. Des preuves scientifiques démontrent
883 qu'une part importante du réchauffement actuel est due à des émissions de gaz à effet de serre
884 imputables à l'activité humaine, principalement en raison de l'utilisation de combustibles fossiles qui se
885 sont accumulés pendant des millions d'années dans la terre. La quantité de gaz à effet de serre que nous
886 émettons est énorme : quelque 26 milliards de tonnes par an, rien que pour le dioxyde de carbone.

887

888 Depuis 1900, l'Europe s'est plus réchauffée que la moyenne mondiale, affichant une augmentation de
889 température de 0,95°C comparé au réchauffement moyen de 0,74°C dans le reste du monde. On prévoit
890 que la température augmentera encore de 1,8 à 4,2°C dans le monde et de 2 à 6,3°C en Europe (si des
891 mesures ne sont pas prises) d'ici la fin du siècle.

892

893 En Europe, presque toutes les régions souffriront des impacts futurs du changement climatique, ce qui
894 posera des défis considérables à de nombreux secteurs économiques. Les impacts négatifs seront
895 notamment:

896

- Un risque accru de crues subites à l'intérieur des terres
- Des inondations côtières plus fréquentes
- Une érosion plus importante (en raison des tempêtes et de l'augmentation du niveau de la mer)
- Un risque accru d'incendies de forêt (à la suite de vagues de chaleur)
- Une pénurie d'eau et des périodes de sécheresse

897

898

899

900

901

902 Les changements climatiques menacent d'ajouter des effets supplémentaires sur des systèmes naturels et
903 socio-économiques déjà soumis aux fluctuations climatiques naturelles (comme la pénurie d'eau, la
904 sécheresse, les incendies de forêt et les inondations), causant ainsi de larges perturbations dans la
905 capacité de la société à exploiter les ressources naturelles. De plus, l'Europe doit affronter les
906 conséquences du changement climatique dans d'autres parties du monde. Une large alliance rassemblant
907 les pouvoirs publics à l'échelon national et local, la communauté internationale, le secteur privé, les
908 communautés locales et les citoyens à titre individuel, doit être mise en place pour pouvoir répondre
909 efficacement au changement climatique. Un défi mondial exige une réponse mondiale. Toute décision
910 politique visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre doit être prise en tenant compte de ces
911 données.

912 En fixant des objectifs clairs de réduction, en mars 2007, l'Union européenne a démontré sa volonté de
913 lutter contre le changement climatique mais elle ne peut à elle seule résoudre la question. Elle ne peut
914 contrôler que sa part du problème et montrer qu'elle est disposée et qu'elle a la volonté politique de
915 contribuer à une solution globale. En effet, aucune autre région du monde n'est mieux à même que
916 l'Union européenne d'assumer un leadership mondial dans ce domaine et de stimuler les autres par ses
917 propres actions. Ce leadership de l'UE sur la question du changement climatique a également été
918 confirmé par les décisions adoptées par les chefs d'Etat et de gouvernement en décembre 2008. La crise
919 financière et économique ne doit pas être utilisée comme un prétexte pour ne rien faire, au contraire :
920 nous devons y voir un incitant à moderniser nos économies et à créer des emplois plus durables.

921 C'est pourquoi nous devons continuer à mettre en place les politiques et technologies et les changements
922 de mentalité nécessaires pour limiter les dégâts provoqués par le changement climatique et œuvrer pour
923 un mode de vie plus durable. Cet objectif doit également être pris en compte dans le processus de

924 restructuration du marché de l'énergie. La réduction des émissions de gaz à effet de serre nous permet en
925 même temps de dépendre moins des importations de pétrole et de gaz. Cependant, nous devons y
926 parvenir d'une manière équilibrée qui garantira la sécurité énergétique indispensable tout en investissant
927 dans des formules alternatives pour assurer l'approvisionnement énergétique de nos économies.

928 En tant que plus grand parti européen, le PPE a déjà pris les premières mesures vers une action efficace en
929 matière d'efficacité énergétique. Dans notre document de politique générale « Le défi énergétique de
930 l'Europe », adopté en mars 2007, nous avons fait des propositions de grande envergure pour un
931 approvisionnement en énergie plus durable, plus efficace et plus sûr. Mais le défi est gigantesque et il est
932 de la responsabilité de tous de réfléchir à des solutions pour sauver la planète pour les générations
933 futures. Nous avons le destin de la Terre entre nos mains. Il s'agit à nos yeux d'une responsabilité
934 politique mais aussi morale.

935 **Lutter contre le changement climatique en Europe**

936
937
938 Le Comité Stern, qui a publié ses résultats en 2006, prévoyait que le changement climatique aurait un
939 impact grave sur la croissance économique si aucune réduction des émissions n'était mise en place. Selon
940 ses conclusions, un investissement d'1% du PIB mondial est nécessaire pour réduire les effets du
941 réchauffement climatique, faute de quoi on risquerait d'assister à une récession pouvant aller jusqu'à 20%
942 du PIB mondial.

943
944 Les avantages d'une action forte et rapide l'emportent donc largement sur les coûts économiques d'une
945 absence d'action. En réalité, selon le Rapport Stern, « les coûts nécessaires pour stabiliser le climat sont
946 considérables mais ils sont gérables ; tout retard se révélerait dangereux et bien plus coûteux ».

947
948 Il est important de noter que l'action sur le changement climatique créera également des opportunités
949 économiques importantes, parce que de nouveaux marchés apparaissent dans le domaine des
950 technologies, biens et services pour lesquels les émissions de carbone sont faibles ou nulles. Ces marchés
951 pourraient connaître une forte expansion pour atteindre des centaines de milliards d'euros chaque année,
952 et l'emploi dans ces secteurs devrait croître en proportion.

953
954 Le monde n'a pas à choisir entre la lutte contre le changement climatique et la promotion de la croissance
955 et du développement. Les changements dans les technologies de l'énergie et la structure des économies
956 ont créé des opportunités de dissocier les émissions de gaz à effet de serre et la croissance. La lutte contre
957 le changement climatique constitue la stratégie de croissance à plus long terme, et elle peut être menée
958 d'une manière qui ne bride pas les aspirations de croissance des pays développés ou en développement.

959
960 L'Union européenne est trop fortement dépendante des combustibles fossiles et elle doit réduire ses
961 propres émissions de gaz à effet de serre. Le PPE veut dès lors que l'Union se retrouve au premier rang
962 pour les technologies à émissions de carbone faibles ou nulles. Nous sommes convaincus qu'une évolution
963 rapide et courageuse vers les technologies les plus modernes et les plus efficaces non seulement
964 bénéficiera à notre climat et préparera la voie pour une solution globale, mais qu'elle représentera
965 également un atout pour notre économie en réduisant notre dépendance aux importations de
966 combustibles fossiles. La « décarbonisation » de nos économies est favorable à tous les égards : elle
967 modernise nos économies et nous rend moins dépendants des sources étrangères de combustibles
968 fossiles.

969
970 Le principal objectif du PPE est de limiter l'augmentation moyenne de température à travers le monde à
971 2°C comparé aux niveaux de l'ère préindustrielle, afin d'éviter un réchauffement planétaire dangereux.
972 Des études démontrent que la stabilisation du niveau des émissions de gaz à effet de serre à 450 ppme
973 (parts par million d'équivalent CO₂) nous offrirait une chance sur deux de rester dans le cadre d'une
974 augmentation de la température de 2°C. Cette limite des 2°C est cruciale et constitue le chiffre
975 déterminant pour la fixation des taux d'émission autorisés dans le futur. En vertu des décisions adoptées

976 au Conseil européen en mars 2007, le PPE fixe un objectif de 30% de réduction des émissions de gaz à
977 effet de serre d'ici 2020 (comparé aux niveaux de 1990). Nous adhérons également aux mesures concrètes
978 adoptées par le Conseil européen en décembre 2008 pour mettre en œuvre les mesures de réduction tout
979 en préservant la compétitivité des industries européennes. Nous sommes conscients que ces objectifs
980 sont ambitieux et qu'ils demanderont une meilleure intégration des objectifs de changement climatique
981 dans les politiques concernées, ainsi que des efforts considérables dans le domaine de l'efficacité
982 énergétique, de la promotion de l'énergie sans émission de carbone et de la mise en œuvre et de
983 l'amélioration du système communautaire d'échange de quotas d'émission dans toutes les régions
984 concernées. Mais nous entendons bien relever le défi et nous considérons qu'il est de notre devoir de
985 garder la Terre habitable pour les générations futures.

986 987 **Promouvoir l'efficacité énergétique et les économies d'énergie** 988

989 L'efficacité énergétique dans les domaines de la production d'électricité, de la construction, du chauffage,
990 des transports et de la fabrication des produits, sera l'un des facteurs clés pour la réduction de notre
991 consommation d'énergie. Cette efficacité peut être augmentée par des normes améliorées, par des
992 systèmes de taxation équilibrés et par l'application aux décisions / choix du consommateur du principe de
993 l'efficacité des coûts sur l'ensemble du cycle de vie. Les technologies les plus modernes (comme, par
994 exemple, la production combinée de chaleur et d'électricité) doivent être appliquées dans le secteur de la
995 production d'électricité.

996
997 Le PPE salue la proposition de la Commission de réduire la consommation totale d'énergie primaire dans
998 l'UE d'au moins 20% d'ici 2020 et il encourage l'adoption d'un accord-cadre international sur l'efficacité
999 énergétique, qui favorise les mécanismes d'économie d'énergie, comme un éclairage public efficient ou
1000 des systèmes de chauffage et de refroidissement passifs dans les bâtiments. Si l'Europe y parvient, sa
1001 facture énergétique pourrait être réduite d'environ 60-100 milliards d'euros chaque année. Cela
1002 permettrait aussi d'éviter l'émission dans l'atmosphère de 780 millions de tonnes de CO₂, soit deux fois la
1003 quantité acceptée par l'UE en vertu du Protocole de Kyoto. En matière de chauffage et d'isolation, les
1004 Etats membres devraient accorder des avantages aux propriétaires qui améliorent l'efficacité énergétique
1005 de leurs bâtiments.

1006
1007 Le PPE soutient l'introduction immédiate de mesures d'économies d'énergie, notamment de programmes
1008 de rénovation du parc existant d'immeubles résidentiels et publics. Le principal objectif consiste à
1009 améliorer l'efficacité énergétique (au niveau des façades, des fenêtres, des toitures, des systèmes de
1010 chauffage et de ventilation, etc.). Les technologies vertes sont déjà largement développées dans ce
1011 domaine : on peut les trouver sur le marché et leur usage est largement répandu.

1012
1013 Ces programmes ont de multiples effets à long terme et ils peuvent être mis immédiatement en œuvre.
1014 Nous devons notamment préserver et redynamiser le secteur de la construction qui, avec les autres
1015 branches d'activités qui lui sont liées, représente dans certains cas jusqu'à 50% de la totalité de
1016 l'économie nationale (cela inclut la préservation des emplois ainsi que l'utilisation des ressources
1017 domestiques, de la technologie et de la connaissance).

1018
1019 Dans le secteur des transports, il convient d'améliorer considérablement l'efficacité des véhicules. C'est
1020 pourquoi nous invitons l'industrie automobile européenne à faire du rendement d'utilisation du carburant
1021 un objectif clé dans le développement de nouveaux modèles. Le secteur du transport aérien doit
1022 également réduire ses émissions de manière considérable – surtout via la réalisation rapide du « ciel
1023 unique européen » et l'intégration du transport aérien (ainsi que du transport maritime) dans le système
1024 communautaire d'échange de quotas d'émission. L'UE devrait également développer davantage le réseau
1025 de chemin de fer transeuropéen afin de fournir des alternatives rapides au transport routier et, sur
1026 certaines distances, au transport aérien. L'intermodalité constituera également un stimulant aux
1027 alternatives au transport routier. Le développement des transports publics doit devenir un objectif majeur
1028 de la politique européenne contre le changement climatique.

1029

1030 La consommation électrique des produits vendus dans l'UE devrait être clairement indiquée sur les
1031 étiquettes. Les appareils électriques qui consomment de l'énergie même lorsqu'ils sont éteints devraient
1032 être bannis du marché. Le PPE demande à l'Union européenne et aux Etats membres d'utiliser
1033 l'instrument des marchés publics « verts » pour assurer la promotion des produits et des services
1034 efficients sur le plan énergétique et plus généralement pour stimuler la demande pour l'éco-innovation.
1035 Le PPE demande à l'Union européenne ainsi qu'aux Etats membres de promouvoir des campagnes de
1036 sensibilisation au changement climatique. Les médias ont également un rôle à jouer et ne devraient pas
1037 induire le public en erreur avec de fausses informations et des données erronées simplement en vue de
1038 présenter des débats plus controversés sur le sujet.

1039

1040 **Échange de quotas d'émission**

1041 Le PPE est convaincu qu'un véritable système de réduction des émissions basé sur le marché devrait être
1042 mis en place là où c'est possible. Le système européen d'échange de quotas d'émission est l'un des
1043 éléments les plus importants pour une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre, parce
1044 qu'il internalise les coûts externes, si bien qu'un mécanisme basé sur le marché peut réduire les émissions
1045 là où les coûts pour l'économie sont les plus bas. L'allocation gratuite de quotas d'émission doit être
1046 progressivement réduite dans le but d'améliorer l'efficacité et la transparence du marché. Le plus grand
1047 nombre possible de secteurs, par exemple celui des produits chimiques, de l'aluminium, des mines de
1048 charbon ou encore du transport aérien et maritime, doivent être intégrés dans le système au niveau
1049 international afin de créer des conditions de concurrence égales. Nous saluons les décisions visant à
1050 établir des seuils réalistes : la fuite de carbone ne sera d'aucun bénéfice pour le climat mais menace des
1051 emplois en Europe.

1052

Energies renouvelables

1053

1054 Le passage à une énergie sans carbone est bénéfique pour le climat et nous rend moins tributaires de
1055 l'importation de combustibles fossiles depuis des régions politiquement instables. Les investissements
1056 seront rentables à double titre. Le PPE souligne la nécessité de consentir des efforts accrus en recherche
1057 et développement (R&D) et de faire passer les nouvelles technologies du laboratoire au marché pour
1058 permettre l'application de technologies novatrices de transformation dans tous les domaines de la
1059 production et de la consommation d'énergie. L'Union européenne doit être le leader du marché pour les
1060 technologies les plus modernes en matière d'efficacité énergétique.

1061

1062 L'énergie renouvelable représente un énorme potentiel qui, dans la plupart des Etats membres de l'UE,
1063 n'est pas utilisé à son maximum. L'énergie hydraulique, solaire, éolienne, géothermique ainsi que la
1064 biomasse devront être exploitées de manière nettement plus intensive si nous entendons atteindre les
1065 objectifs de réduction des émissions de CO₂. L'énergie renouvelable devrait représenter au moins 20% de
1066 l'énergie totale de l'UE d'ici 2020, et l'objectif est d'augmenter encore davantage ce pourcentage. La
1067 Commission devrait encourager les Etats membres à fixer des objectifs spécifiques par secteur,
1068 particulièrement en ce qui concerne la production d'électricité, le chauffage, le refroidissement et les
1069 transports, comme le propose la Feuille de route pour l'énergie renouvelable.

1070

1071 À l'avenir, chaque Etat membre continuera de composer sa propre palette énergétique en fonction de ses
1072 particularités géographiques, économiques, régionales, climatiques et structurelles. Mais en même temps,
1073 chaque Etat membre devra remplir ses obligations de réduire les émissions de CO₂ et d'augmenter
1074 progressivement la part des sources d'énergie sans ou à faible émission de carbone pour atteindre les
1075 objectifs qui seront proposés dans le système de répartition des efforts. Les facteurs incitant à atteindre
1076 ces objectifs doivent être d'un rapport coût/efficacité satisfaisant. Chaque Etat membre doit être capable
1077 de choisir les mesures les plus appropriées afin de promouvoir les énergies renouvelables. L'objectif est de
1078 veiller à ce que les politiques nationales soient conformes à l'objectif commun de l'UE et, en même temps,
1079 de prendre en compte les circonstances. Le bon fonctionnement du marché commun de l'énergie et des

1080 infrastructures est un facteur de succès important pour atteindre les objectifs de l'UE. Les importations
1081 d'énergie provenant de sources renouvelables et sans carbone doivent être encouragées avant
1082 d'augmenter la production de combustibles fossiles.

1083
1084 Les Etats membres doivent examiner s'il n'existe pas d'obstacles administratifs à la réussite du
1085 déploiement des systèmes d'énergie renouvelables, comme des règles d'aménagement du territoire
1086 défavorables, des procédures d'autorisation exagérément complexes, un partage peu clair des
1087 responsabilités entre les pouvoirs publics. L'élimination de ces obstacles doit être considérée comme
1088 prioritaire.

1089
1090 Le PPE soutient l'objectif minimum pour les biocarburants mais souligne que des normes claires ainsi
1091 qu'un système de certification doivent être introduits en vue d'assurer la durabilité, particulièrement en
1092 ce qui concerne les biocarburants importés.

1093 1094 **Energie nucléaire**

1095
1096 L'énergie nucléaire peut nous aider à respecter notre engagement à réduire les émissions de gaz à effet
1097 de serre. Le PPE est convaincu que de nombreux pays auront aussi besoin de l'énergie nucléaire dans le
1098 futur car ils ne pourront pas compter seulement sur les énergies renouvelables pour assurer une
1099 électricité de base. Mais nous exigeons que chaque centrale respecte les normes les plus sévères en
1100 matière de sécurité et que l'on intensifie les recherches sur le stockage et le traitement en toute sécurité
1101 des déchets nucléaires.

1102
1103 En tenant compte du fait que le débat sur l'utilisation future de l'énergie nucléaire n'est toujours pas
1104 tranché dans de nombreux pays, le PPE, en vertu du principe de subsidiarité, soutient le droit de chaque
1105 Etat membre de décider de la palette énergétique qui sera la sienne, compte tenu de ses spécificités
1106 géographiques, économiques, régionales et climatiques, et pour autant que tous les pays respectent les
1107 objectifs de réduction des émissions.

1108 1109 **Autres gaz à effet de serre**

1110
1111 Bien que le dioxyde de carbone soit certainement le gaz à effet de serre le plus dangereux, les autres gaz
1112 ne doivent cependant pas être négligés lors de la recherche d'une solution durable. Les émissions de
1113 méthane, tout particulièrement, doivent être prises en compte. Il convient dès lors de développer des
1114 stratégies destinées à réduire les émissions de méthane provenant du riz paddy et des ruminants.

1115 1116 **Le combat contre la déforestation**

1117
1118 La déforestation est responsable de 25% des émissions de gaz à effet de serre, et le rythme de la
1119 déforestation tropicale et son impact négatif sur la capacité d'absorption des puits naturels et la
1120 biodiversité au niveau mondial sont alarmants. Le PPE souhaite dès lors que la réduction et, à long terme,
1121 l'arrêt de la déforestation et de la dégradation des forêts, de la désertification, de l'érosion et de la
1122 dégradation des sols, et qu'un reboisement durable apportent une contribution rentable à la limitation
1123 des émissions de gaz à effet de serre et à la conservation de la biodiversité, en promouvant une gestion
1124 durable des forêts et une amélioration de la sécurité de revenu des populations qui en vivent. En outre, le
1125 PPE est fermement convaincu que des incitants fondés sur les performances et destinés à éviter la
1126 déforestation doivent faire partie du futur dispositif de politique climatique, et qu'il sera vital de créer un
1127 partenariat stratégique avec les pays les plus concernés par la déforestation tropicale et d'intégrer ces
1128 incitants dans l'attribution de l'aide au développement par les donateurs en Europe et dans le monde. En
1129 Europe, le rôle joué par les forêts pour lutter contre le changement climatique doit également être mieux
1130 pris en compte à l'avenir.

1131

1132 **Adaptation au changement climatique**

1133

1134 Toutes les régions de l'Europe ressentiront de plus en plus les effets néfastes du changement climatique.
1135 C'est pourquoi les efforts d'adaptation doivent être intensifiés et bien coordonnés à tous les niveaux, ainsi
1136 que pour toutes les politiques communautaires. Parallèlement, pour atténuer comme il convient les effets
1137 du changement climatique en Europe, l'UE doit se livrer à sa propre évaluation du risque, en se focalisant
1138 sur les zones les plus susceptibles d'être affectées, pour adapter ses politiques régionales en
1139 conséquence.

1140

1141 L'adaptation créera également de nouvelles perspectives économiques, notamment de nouveaux emplois
1142 et marchés pour des produits et services innovants. Les entreprises européennes jouent actuellement un
1143 rôle moteur sur le marché mondial des stratégies et technologies d'adaptation. Nous devons conserver cet
1144 avantage compétitif en mettant rapidement en place des mesures d'adaptation comme des techniques de
1145 construction résistant aux changements climatiques, de meilleures pratiques de gestion en matière
1146 d'agriculture ou encore de nouveaux produits d'assurance efficaces. Cet aspect doit être examiné en
1147 étroite collaboration avec le secteur privé.

1148 Le changement climatique confrontera l'agriculture européenne à de nombreux défis. Étant donné que le
1149 nombre accru de vagues de chaleur, de périodes de sécheresse et d'invasions d'organismes nuisibles
1150 touchera de plus en plus les récoltes, les animaux d'élevage et la production de nourriture, les techniques
1151 de gestion de l'agriculture et de l'exploitation forestière joueront un rôle de plus en plus important.
1152 Plusieurs mesures peuvent être mises en place, comme une utilisation efficace de l'eau, la promotion de
1153 techniques de gestion forestière permettant une résilience au changement climatique, des mesures de
1154 gestion des sols ou encore la protection des prairies permanentes et des paysages multifonctionnels.

1155 L'accent doit être mis sur la préservation et la restauration de la biodiversité et des services
1156 écosystémiques dans les zones rurales au sens large et dans le milieu marin, sur le fait de rendre le
1157 développement régional et territorial compatible avec la biodiversité, et sur la réduction des effets
1158 nuisibles des espèces exotiques envahissantes.

1159

1160 **Une solution mondiale pour une menace mondiale**

1161

1162 Nous avons besoin d'une approche mondiale qui inclut non seulement les pays industrialisés, mais
1163 également les pays en développement et les pays les moins développés.

1164

1165 Étant donné que les conséquences du changement climatique nous affecteront tous, chaque pays doit
1166 prendre des mesures en fonction de son niveau de développement et de ses propres capacités afin
1167 d'atteindre les objectifs fixés au niveau international de manière juste et durable. Dans ce système, les
1168 pays développés devront réaliser les réductions les plus importantes mais les pays en développement
1169 doivent également accomplir des efforts considérables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

1170

1171 La lutte contre le réchauffement climatique ne peut réussir que si nous suivons une approche globale ; le
1172 PPE demande dès lors que l'UE recherche des solutions diplomatiques et politiques et convainque
1173 d'autres pays – en particulier les Etats-Unis, la Chine et l'Inde – d'entreprendre des actions communes.
1174 Dans ce contexte, le transfert à l'échelle mondiale des connaissances et des technologies appropriées
1175 revêt une importance particulière pour permettre à chaque pays de mettre en œuvre les mesures
1176 adéquates.

1177

1178 Dans cet effort international, les pays développés doivent s'engager à réduire d'ici 2020 leurs émissions de
1179 gaz à effet de serre de 30% par rapport aux niveaux de 1990, dans le cadre d'un accord international après
1180 2012. Comme les pays développés sont technologiquement et financièrement capables de réduire leurs
1181 émissions, ils doivent être à l'avant-plan des efforts internationaux de lutte contre le changement

1182 climatique. Des systèmes d'échange de quotas d'émission assureront le rapport coût-efficacité des
1183 réductions d'émissions.

1184 Le modèle-cadre après 2012 des Nations unies devrait, d'après nous, mettre principalement l'accent sur
1185 les économies d'énergie, l'éco-efficacité, les technologies à faible émission ainsi que leur développement.

1186 Afin de parvenir au changement technologique nécessaire, la recherche internationale doit être
1187 approfondie et la coopération dans le domaine technologique doit être améliorée, particulièrement avec
1188 des pays tiers. Cette stratégie devrait inclure la mise sur pied de projets de démonstration technologiques
1189 dans les principaux pays en développement. La coopération pour la recherche internationale devrait,
1190 entre autres, permettre de quantifier les impacts régionaux et locaux du changement climatique et de
1191 développer des stratégies d'adaptation et de réduction appropriées. Plus nous coopérons à l'échelle
1192 internationale pour parvenir à conclure des accords réalisables au niveau institutionnel, plus les résultats
1193 seront concluants en termes d'atténuation du réchauffement climatique.

1194
1195 Les pouvoirs publics à tous les niveaux – régions, villes et communes – portent une responsabilité
1196 particulière en matière de lutte contre les défis du changement climatique. Le secteur public peut et doit
1197 donner le rythme du développement durable. C'est particulièrement important quand il s'agit de
1198 renforcer les cycles économiques régionaux et locaux.

1199
1200 Le PPE a toujours été politiquement favorable à l'adoption et au développement de politiques
1201 environnementales. Avec le présent document, le PPE ratifie son engagement en faveur de politiques
1202 écologiquement durables et établit un nouveau pacte avec les citoyens européens : le Pacte pour la
1203 préservation de l'environnement (PPE).

1204
1205 Avec ce pacte, le PPE éveille la conscience « éco-logique » des citoyens européens et renouvelle son
1206 engagement, pris à maintes occasions dans le passé, de continuer à développer des politiques au service
1207 du bien-être global de la société. Le PPE soutient fermement l'initiative de la Convention des Maires de
1208 l'UE pour engager villes et régions dans la lutte contre le changement climatique.

1209
1210 **Le Parti Populaire Européen présente les propositions suivantes :**

- 1211
- 1212 • **limiter l'augmentation moyenne de température à travers le monde à 2°C comparé aux niveaux**
1213 **de l'ère préindustrielle, afin d'éviter un réchauffement planétaire dangereux ; un objectif de 30%**
1214 **de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 dans le cadre d'un accord**
1215 **international ;**
 - 1216 • **promouvoir et développer l'emploi vert ;**
 - 1217 • **maintenir le leadership international de l'UE dans la lutte contre le changement climatique et**
1218 **promouvoir le dialogue sur le changement climatique avec les partenaires internationaux ;**
 - 1219 • **mener le débat sur la politique climatique après 2012 et établir des priorités ;**
 - 1220 • **renforcer la coopération internationale pour parvenir pour la fin 2009 à Copenhague à une**
1221 **décision sur un accord sur l'après 2012 ;**
 - 1222 • **mettre l'accent sur la recherche et développement dans les technologies servant la lutte contre le**
1223 **changement climatique, en tenant compte du rôle important des PME dans ce domaine ; l'Union**
1224 **européenne doit être le leader mondial pour les technologies les plus modernes en matière**
1225 **d'efficacité énergétique ;**
 - 1226 • **introduire immédiatement des mesures d'économies d'énergie, notamment des programmes de**
1227 **rénovation du parc existant d'immeubles résidentiels et publics ;**
 - 1228 • **poursuivre la mise en œuvre des politiques de l'UE et se focaliser sur la révision de l'actuel**
1229 **système européen d'échanges de quotas d'émission, les énergies renouvelables, le partage des**
1230 **efforts, etc.;**

- 1231 • faire en sorte que l'énergie renouvelable représente au moins 20% de l'énergie totale de l'UE d'ici
1232 2020 ; la Commission devrait autoriser les Etats membres à fixer des objectifs spécifiques par
1233 secteur, comme le proposait la Feuille de route pour l'énergie renouvelable ;
1234 • améliorer considérablement l'efficacité des véhicules ; l'industrie automobile européenne doit
1235 faire du rendement d'utilisation du carburant un objectif clé dans le développement de nouveaux
1236 modèles;
1237 • obtenir du secteur du transport aérien une réduction considérable de ses émissions – surtout via
1238 la réalisation rapide du « ciel unique européen » ;
1239 • développer davantage le réseau de chemin de fer transeuropéen afin de fournir des alternatives
1240 rapides au transport routier et au transport aérien;
1241 • réduire la consommation totale d'énergie primaire dans l'UE d'au moins 20% d'ici 2020 ; indiquer
1242 clairement la consommation électrique des produits vendus dans l'UE sur les étiquettes ; utiliser
1243 l'instrument des marchés publics « verts » pour assurer la promotion des produits et des services
1244 efficaces sur le plan énergétique et pour stimuler la demande pour l'éco-innovation ;
1245 • l'énergie nucléaire pourra être nécessaire à l'avenir pour certains pays afin de les aider à
1246 respecter notre engagement à réduire les émissions de gaz à effet de serre ; chaque centrale doit
1247 respecter les normes les plus sévères en matière de sécurité ; il faut intensifier les recherches sur
1248 le stockage et le traitement des déchets nucléaires en toute sécurité ;
1249 • la réduction et, à long terme, l'arrêt de la déforestation et de la dégradation des forêts, et un
1250 reboisement durable doivent être assurés ; le PPE salue la communication de la Commission sur
1251 ce sujet ;
1252 • le PPE entend attirer spécialement l'attention sur les jeunes. Il faut développer dès le plus jeune
1253 âge le respect des systèmes naturels pour faire comprendre les causes profondes des problèmes
1254 environnementaux et se focaliser sur la manière de contribuer à leur solution, au plan personnel
1255 comme au plan systémique.
1256
1257

1258 **4. Relever le défi démographique – Solutions pour le vieillissement de nos sociétés**

1259

1260 Le vieillissement de la population est à la fois un défi et une opportunité. Saisir cette opportunité exigera
1261 la coopération des gouvernements, des employeurs, des syndicats, de la société civile et de l'Union
1262 européenne pour adopter et mettre en œuvre un nouveau programme de politiques et d'autres pratiques
1263 qui favorisent chez les seniors, l'emploi, l'esprit d'entreprise et les activités bénévoles. Les implications
1264 régionales et sociales du vieillissement démographique doivent également être prises en considération.
1265 Des biens et des services publics essentiels, comme les soins de santé, le logement, l'urbanisme, le
1266 transport et le tourisme seront affectés par le vieillissement de nos sociétés.

1267

1268 En 2050, la population de l'Union européenne sera retombée à 449 millions, après avoir atteint un
1269 sommet de 470 millions en 2025. Dans les pays de l'OCDE, la population de plus de 65 ans pourrait avoir
1270 doublé à l'horizon 2050, pour atteindre pas moins de 70% de la population en âge de travailler. Dans l'UE-
1271 25, la part des personnes en âge de travailler dans le total de la population devrait chuter de manière
1272 spectaculaire en passant de 67,2% en 2004 à 56,7% en 2050, soit une baisse de quelque 52 millions de
1273 personnes.

1274

1275 Les défis que ce phénomène pose en termes politiques sont très larges : ils concernent l'éducation,
1276 l'emploi et la protection sociale. Les principaux facteurs du changement démographique sont les taux de
1277 natalité, l'espérance de vie et les migrations.

1278

1279 En tant que premier parti européen, le Parti Populaire Européen proclame donc qu'il faut agir dès
1280 maintenant.

1281

1282 **Soins de santé, sécurité sociale et pensions**

1283

1284 Les implications sociales et économiques du vieillissement de la population sont multiples et l'impact sur
1285 les systèmes de sécurité sociale dans l'UE ne peut être sous-estimé.

1286

1287 Tendances démographiques :

1288 1) *faible taux de natalité*. Le taux de natalité se situe toujours à 1,5 enfant pour l'UE-25. Une
1289 augmentation limitée à 1,6 est projetée pour l'UE-25 en 2030.

1290 2) *vieillesse de la génération du baby-boom (45–65)*. Il entraînera une hausse considérable de la
1291 proportion des personnes âgées en Europe, et donc des dépenses de pension et des autres
1292 dépenses de sécurité sociale.

1293 3) *allongement de l'espérance de vie*. Après avoir progressé de huit ans depuis 1960, l'espérance de
1294 vie à la naissance pourrait encore gagner cinq ans de plus d'ici à 2050.

1295

1296 S'agissant des politiques de la santé, une stratégie axée sur le fait de « vieillir en bonne santé » et qui
1297 promeut des modes de vie plus sains tout au long de la vie doit être développée. Cette politique irait de
1298 pair avec l'adoption de lignes directrices européennes sur la qualité en matière de santé et de soins à long
1299 terme, pour garantir le droit à la dignité des personnes âgées à travers tous les Etats membres.

1300

1301 Le vieillissement provoquera des pressions accrues sur les dépenses publiques, même si la situation varie
1302 considérablement d'un pays à l'autre. Partout en Europe, les responsables politiques doivent donc
1303 améliorer la viabilité des systèmes de sécurité sociale.

1304

1305 Les dépenses publiques liées au vieillissement passeront de 3 à 4 % du PIB entre 2004 et 2050, ce qui
1306 correspond à une hausse de 10% des dépenses publiques liées aux pensions, aux services de santé et à
1307 des dépenses de services.

1308

1309 Les réformes des pensions en Europe doivent conduire à la mise en place de formules de retraite flexible,
1310 permettant aux citoyens de travailler pendant une durée plus longue ou plus courte et donc de bénéficier

1311 de pensions de retraite plus ou moins élevées. Les allocations de chômage, d'incapacité de travail et les
1312 autres systèmes de prévoyance sociale ne peuvent être utilisés comme des voies alternatives pour quitter
1313 plus tôt le marché du travail. Les services publics de l'emploi doivent aider les travailleurs plus âgés qui
1314 veulent retourner sur le marché du travail.

1315
1316 La solidarité entre les générations signifie que la charge des régimes de retraite doit être
1317 proportionnellement répartie entre les générations et qu'elle ne doit pas reposer uniquement sur les
1318 épaules des jeunes citoyens. En outre, les fonds de pension privés doivent être établis comme un
1319 complément des pensions légales, dans un cadre financier plus transparent et réglementé.

1320 1321 **Concilier famille et vie professionnelle**

1322
1323 A l'heure actuelle, les citoyens européens ont beaucoup de mal à concilier leur travail et leur vie familiale.
1324 Pour de nombreux parents, en particulier les femmes, il est très difficile de trouver un équilibre entre des
1325 qualifications élevées et le succès professionnel, d'une part, et leur souhait d'élever une famille, d'autre
1326 part. La famille, spécialement aujourd'hui alors que nous assistons à des changements rapides dans la
1327 société, mérite un soutien particulier et concret de la part de cette société. Il faut adopter des politiques
1328 favorables aux familles qui améliorent la flexibilité pour les parents qui travaillent. Notre système éducatif
1329 et nos modèles de travail doivent être plus flexibles, pour soutenir les parents qui travaillent. En raison de
1330 son importance, le soutien à la vie de famille doit être un souci prioritaire dans des politiques telles que
1331 l'éducation, l'emploi, le transport, la santé et l'intégration des jeunes. Il faut adopter également de
1332 meilleures politiques du logement et de l'accueil des enfants, et le congé parental doit être encouragé
1333 pour les deux parents qui travaillent. Le PPE est favorable autant que possible à l'introduction de systèmes
1334 d'imposition favorables aux familles. Nous devons en particulier examiner si les jeunes familles ont
1335 suffisamment accès aux services qu'elles jugent nécessaires pour élever leurs enfants. Le PPE souligne que
1336 les sociétés favorables aux familles doivent laisser aux parents le libre choix et la responsabilité de
1337 prendre soin de leurs enfants selon les modalités qu'ils jugent optimales, sans privilégier ou discriminer
1338 certains de ces choix.

1339
1340 Les responsabilités doivent être partagées entre l'Etat et les entreprises privées. Notre priorité doit être
1341 d'établir une société plus favorable aux enfants en améliorant la disponibilité et l'accès aux dispositifs
1342 d'accueil des enfants, en créant de meilleures conditions financières pour les jeunes couples (grâce à des
1343 allocations familiales plus efficaces), en adoptant des mesures fiscales favorables aux familles et en
1344 réduisant les cotisations sociales des parents d'enfants porteurs de handicap. Le potentiel de notre main-
1345 d'œuvre doit être valorisé grâce à de meilleurs dispositifs d'éducation et d'apprentissage tout au long de
1346 la vie. Le secteur privé est invité à soutenir l'esprit d'entreprise des jeunes et à offrir plus de flexibilité en
1347 matière de temps de travail, à explorer de nouvelles manières d'améliorer le plan de carrière de leurs
1348 travailleurs, en particulier des femmes, et à garantir des installations suffisantes de garde des plus jeunes
1349 enfants sur les lieux de travail. Nous pensons que les orientations nouvelles des politiques familiales,
1350 lesquelles relèvent de la compétence des Etats membres, contribueront également à la croissance et à
1351 l'emploi et qu'elles faciliteront la participation des femmes à la vie professionnelle.

1352
1353 Nous invitons également les Etats membres à s'engager davantage à adapter leurs politiques d'aide aux
1354 familles en tenant compte du vieillissement démographique et des nouveaux besoins des familles. Les
1355 politiques visant à concilier travail et vie familiale peuvent avoir une influence positive à la fois pour la
1356 participation des femmes à la vie professionnelle et pour la natalité. Les pays où existe un droit au congé
1357 parental pour les hommes comme pour les femmes, avec une organisation plus flexible du temps de
1358 travail, ont tendance à afficher à la fois des taux de natalité et des taux d'emploi féminins plus élevés.

1359
1360 L'équilibre entre vie professionnelle, vie familiale et vie privée fait partie intégrante de la stratégie de
1361 Lisbonne. En mettant l'accent sur l'égalité entre les hommes et les femmes, et plus généralement, sur
1362 l'égalité des chances, la stratégie de Lisbonne offre un cadre pour soutenir le développement des
1363 politiques familiales nationales. De même, nous soutenons les objectifs en matière d'accueil des enfants,

1364 adoptés par le Conseil européen en 2002 et les autres initiatives lancées par la Commission européenne
1365 pour affronter le changement démographique et son impact sur notre vie de famille. Nous soulignons
1366 aussi la nécessité de combler l'écart qui existe en Europe entre les hommes et les femmes en matière de
1367 rémunération, en particulier en appliquant plus effectivement la législation et en impliquant tous les
1368 acteurs concernés dans la promotion de l'égalité de salaire. Il est tout aussi important que les institutions
1369 de l'Union européenne donnent le bon exemple en promouvant l'égalité entre hommes et femmes aux
1370 postes de direction.

1371

1372 **Education et accès au marché du travail**

1373

1374 Au cours des 30 prochaines années, le vieillissement de la population aura d'importantes implications sur
1375 la composition de la main-d'oeuvre. La population en âge de travailler au sein de l'UE diminuera de plus
1376 de 52 millions d'ici à 2050. De plus, le taux de dépendance, soit la proportion de la population passive
1377 (personnes d'au moins 65 ans) par rapport à la population active (personnes de 15 à 64 ans), va doubler et
1378 atteindre 53% en 2050. Cela signifie que l'UE passera de quatre à seulement deux personnes en âge de
1379 travailler pour chaque citoyen âgé d'au moins 65 ans, ce qui créera une pression considérable sur les
1380 systèmes de sécurité sociale dans toute l'Europe. Les coûts générés par ce phénomène ont été calculés et
1381 correspondent à un recul de 1,2% sur la croissance potentielle du PIB européen entre 2031 et 2050, si
1382 aucune action n'est menée.

1383

1384 Les jeunes, les femmes, les minorités ethniques, les immigrés et les travailleurs les plus âgés sont
1385 particulièrement frappés soit par le chômage, soit par l'inactivité sur le marché du travail. Il faut
1386 encourager une plus grande participation de ces groupes sur le marché du travail. La participation des
1387 personnes d'au moins 65 ans dans le tissu économique et social doit être favorisée et présentée comme
1388 une opportunité et non une contrainte. La retraite flexible doit être encouragée et les personnes qui sont
1389 encore en bonne santé et souhaitent continuer à travailler devraient avoir la possibilité de le faire même
1390 après avoir atteint l'âge officiel du départ à la retraite.

1391

1392 L'éducation est essentielle aux yeux du PPE. L'éducation de base, qui contribue à façonner la personnalité,
1393 est indispensable pour la participation de l'individu à la société. Des niveaux supérieurs d'éducation sont
1394 associés à des taux d'emploi nettement plus importants et à des taux de chômage très nettement
1395 inférieurs. En 2005, le taux d'emploi moyen des personnes très qualifiées dans l'UE était de 82,5%, alors
1396 qu'il était de 68,7% pour les personnes moyennement qualifiées (diplômées de l'enseignement secondaire
1397 supérieur) et de 46,4% seulement pour les personnes les moins qualifiées. Tout en respectant le
1398 pluralisme des opinions et des comportements, le PPE considère que l'éducation requiert des valeurs, le
1399 respect de la vie humaine, sous toutes ses formes et à tous ses stades, et il voit dans la famille et l'amour
1400 des aspects indispensables de l'éducation.

1401

1402 L'apprentissage tout au long de la vie est particulièrement important parce que l'éducation officielle de
1403 base peut ne pas suffire à elle seule à répondre aux défis posés par le changement technologique et la
1404 mondialisation. Nous devons aussi faciliter la formation et l'apprentissage des compétences IT et la
1405 connaissance de l'informatique chez les personnes de tous âges. Une question clé pourrait être celle du
1406 développement du cofinancement entre secteur public et entreprises privées lorsque le besoin s'en fait
1407 sentir. Nous invitons donc les Etats membres à suivre les objectifs fixés à la fois par la stratégie de
1408 Lisbonne et la stratégie européenne pour l'emploi, qui visent à assurer davantage de croissance et
1409 d'emplois.

1410

1411 **Migration : une opportunité pour l'UE pour répondre à la crise démographique ?**

1412

1413 Les Etats membres doivent promouvoir la mobilité et achever la réalisation du marché unique. Pour
1414 devenir l'économie de la connaissance la plus concurrentielle et la plus dynamique, l'UE doit disposer
1415 d'une stratégie à long terme pour attirer des travailleurs qualifiés venus du reste du monde. Il ne suffit pas
1416 de faire venir des migrants en Europe : il nous faut les intégrer et leur offrir des conditions de travail

1417 correctes. Il est donc essentiel d'être conscient des implications à long terme, pour le système
1418 économique et social, de l'immigration légale et illégale, et de la nécessité pour les Etats membres de
1419 tenir compte des caractéristiques démographiques de ces communautés.

1420

1421 Le PPE approuve le fait que la Commission et le Parlement européen travaillent en collaboration avec les
1422 Etats membres pour développer une politique commune en matière d'asile et de migration qui se focalise
1423 sur l'immigration légale à des fins professionnelles et sur le respect des conditions de sécurité dans
1424 certains secteurs du marché du travail, en particulier les PME. La politique migratoire de l'UE doit être
1425 complétée par des politiques qui intègrent des nationaux de pays tiers, attribuent des ressources
1426 financières plus importantes et prévoient des partenariats avec des pays tiers. Une telle politique peut
1427 aboutir grâce à des campagnes de marketing à l'échelle européenne et internationale ; elle devrait aussi
1428 comporter des incitants pour les migrants qualifiés et une assistance aux employeurs qui recrutent ces
1429 migrants à l'extérieur de l'UE.

1430

1431 Des programmes d'intégration doivent encourager les immigrés légaux à une participation active plutôt
1432 qu'à être des bénéficiaires passifs. Dans cette perspective, le PPE favorise l'accès des immigrés légaux aux
1433 formules de promotion de l'esprit d'entreprise. Des cours de langue, des programmes de formation
1434 professionnelle et de formation continue et un meilleur fonctionnement des services de placement sont
1435 nécessaires pour aider les immigrés qui sont en situation défavorable sur le marché du travail. En fin de
1436 compte, ces efforts peuvent contribuer à la lutte contre la discrimination tout en garantissant que les
1437 immigrés se trouvent mieux intégrés sur le marché du travail et dans la société en général.

1438

1439 **Le Parti Populaire Européen propose :**

1440

- 1441 • **que les décideurs politiques nationaux améliorent partout en Europe la viabilité des**
- 1442 **systèmes de sécurité sociale ;**
- 1443 • **que la charge des régimes de pension soit répartie entre les générations dans le but de**
- 1444 **préserver la solidarité intergénérationnelle ;**
- 1445 • **que des politiques favorables à la famille permettent de concilier vie familiale et vie**
- 1446 **professionnelle en assurant aux parents un libre choix à cet égard ;**
- 1447 • **que des politiques améliorées d'accueil de l'enfant et du logement soient mises en œuvre et**
- 1448 **que le congé parental pour les deux parents qui travaillent soit encouragé ;**
- 1449 • **que la retraite flexible soit encouragée et que ceux qui sont encore en bonne santé et qui**
- 1450 **souhaitent travailler puissent continuer à le faire, même après l'âge officiel du départ à la**
- 1451 **retraite ;**
- 1452 • **que la formation permanente soit mise en valeur pour faire face aux défis posés par le**
- 1453 **changement technologique.**

1454

1455 5. Unir l'Europe sur la scène mondiale

1456

1457 L'Europe doit parler d'une seule voix. C'est ce que nos citoyens et nos partenaires internationaux
1458 attendent de nous. Avec le développement d'une politique étrangère et de sécurité commune et d'une
1459 politique de défense, et la création d'un Haut Représentant, l'UE a accompli des progrès importants dans
1460 la direction d'une authentique politique commune en matière de sécurité et de relations extérieures qui
1461 renforcera le rôle de l'Europe dans le monde. Ce processus doit être poursuivi. L'Union européenne se
1462 comporte souvent comme un spectateur plutôt que comme un acteur et un leader. Au sein du G8, de
1463 l'ONU, ou même du FMI, l'Union européenne n'est pas considérée comme un acteur politique de premier
1464 plan. A Washington, à Moscou ou à Pékin, l'UE est souvent perçue comme une super ONG dotée de
1465 ressources financières importantes et d'un savoir-faire spécialisé. L'Europe doit être en mesure, avec ses
1466 partenaires internationaux, de promouvoir les intérêts européens dans le monde, d'assumer des
1467 responsabilités et de faire face aux défis du 21^e siècle. Il est essentiel de trouver les bonnes réponses à ce
1468 nouvel équilibre des forces et aux menaces que les crises régionales, le terrorisme international et les
1469 armes de destruction massive font planer sur nos sociétés. Nous sommes favorables à une politique
1470 étrangère et de sécurité commune intégrée dans une stratégie de sécurité qui tient compte également de
1471 la politique énergétique et des ressources naturelles. C'est pourquoi, nous devons mettre sur pied les
1472 conditions politiques et institutionnelles nécessaires pour que l'UE soit en mesure d'agir et de parler d'une
1473 seule voix.

1474

1475 Le Parti Populaire Européen est déterminé à apporter les changements nécessaires.

1476

1477 **Au niveau de l'Union elle-même.** Avec le plus récent cycle d'élargissements, l'UE a réussi à couvrir la plus
1478 grande partie du continent. L'UE est dès lors non seulement dotée de nouveaux moyens mais aussi riche
1479 de nouvelles ambitions. A l'avenir toutefois, il doit être clairement établi que pour devenir membre de
1480 l'Union européenne, il ne suffit pas de satisfaire à des critères politiques et économiques : la capacité de
1481 l'UE à poursuivre le processus d'intégration européenne doit être prise en considération. L'identité et la
1482 capacité d'agir de l'UE ne peuvent être altérées. Dans le même temps, l'UE doit rester une importante
1483 source d'inspiration et de soutien pour les Etats non membres qui cherchent à consolider leur système
1484 démocratique et leur économie de marché. Une fois ratifié, le traité de Lisbonne accordera à l'UE un
1485 statut juridique, des institutions plus efficaces et plus démocratiques, une compétence accrue en matière
1486 de politique étrangère et, pour les Etats membres qui le souhaitent, certaines capacités en matière de
1487 défense commune. Dans la plupart des Etats membres, une large majorité de citoyens semble avoir
1488 davantage confiance dans l'action politique commune extérieure de l'Union, que dans l'action
1489 indépendante de leur propre pays : les citoyens veulent une Europe qui les protège et qui les rassure. Les
1490 crises successives en politique étrangère des quinze dernières années dans les Balkans, le Caucase, en
1491 Russie, au Moyen-Orient et en Iran, ont mis en évidence les faiblesses de politiques nationales mal
1492 coordonnées et parfois contradictoires.

1493

1494 Le PPE souligne la nécessité d'un règlement global de la question chypriote, fondée sur les résolutions du
1495 Conseil de sécurité de l'ONU et sur les principes fondateurs de l'Union européenne ; il salue l'engagement
1496 renouvelé des leaders politiques des deux camps en faveur d'une solution négociée et soutient les
1497 actuelles négociations menées directement par les chefs des deux communautés de Chypre ; il acceptera
1498 tout accord qu'ils pourront dégager pour autant qu'il soit conforme aux principes sur lesquels l'UE est
1499 fondée, notamment les quatre libertés fondamentales, et que cet accord ait été ratifié par un référendum.
1500 Le PPE demande à la Turquie de contribuer à un climat favorable aux négociations en retirant les forces
1501 turques et en permettant aux deux dirigeants de négocier librement l'avenir de leur pays.

1502

1503 **Dans notre voisinage.** Le voisinage de l'Europe s'étend des pays méditerranéens et de la région de la mer
1504 Noire jusqu'à ses voisins orientaux et à la Russie. L'UE exerce un impact significatif au niveau mondial en
1505 matière de sécurité en proposant son propre modèle aux autres régions qui la bordent. Elle est le point de
1506 rencontre de différentes religions et un espace qui a connu des conflits difficiles à résoudre et vu naître

1507 des rancunes socioéconomiques et politiques. L'immigration illégale, le trafic d'armes et de drogue et le
1508 terrorisme international sont quelques-uns des défis auxquels est confrontée la région méditerranéenne.

1509
1510 C'est la raison pour laquelle nous souhaitons améliorer la coopération avec nos pays voisins. Par
1511 conséquent, la politique de voisinage de l'UE, dans l'intérêt à la fois de l'UE et des pays voisins, doit être
1512 renforcée tout en tenant compte des disparités nationales. Des liens plus forts entre ces pays et l'UE
1513 élargiraient également l'espace de stabilité et de sécurité qui entoure l'Union. Les objectifs de la politique
1514 de voisinage de l'UE sont d'éviter de nouvelles lignes de division et de renforcer la prospérité, la stabilité
1515 et la sécurité de la région. Toutefois, le conflit entre la Russie et la Géorgie démontre l'existence d'un
1516 déficit de sécurité, en particulier dans notre voisinage oriental, et la nécessité urgente de réformer
1517 l'architecture de sécurité européenne. L'Union européenne est consciente que ses objectifs et ceux de la
1518 Russie ne sont pas toujours en harmonie. Il faut donc susciter un débat ouvert et réaliste avec la Russie
1519 sur les questions prioritaires, telles que la stabilité au-delà des frontières orientales de l'UE, la sécurité
1520 énergétique et les actions internationales qui requièrent l'engagement de la Russie. Il est important que,
1521 dans notre dialogue et notre coopération avec nos voisins orientaux, nous nous appuyions sur des
1522 initiatives qui ont déjà engendré des résultats, comme la coopération économique de la mer Noire et le
1523 Conseil de coopération régionale. Le PPE soutient le processus de Barcelone et l'Union pour la
1524 Méditerranée. La Méditerranée doit devenir un espace de développement économique commun,
1525 d'échanges politiques et culturels renforcés et d'objectifs politiques partagés.

1526
1527 **Le monde.** Jusqu'à récemment, nous avons vécu dans l'illusion que le succès historique que représente
1528 notre paix perpétuelle se répandrait comme une force irrésistible à l'extérieur de nos frontières. Le réveil
1529 a été rude : le terrorisme mené au nom de l'islam a engendré des bains de sang à Londres et à Madrid
1530 comme à New York, Islamabad, Marrakech et, plus récemment, à Bombay. Au cours de ces sept dernières
1531 années, 25 Etats européens ont été engagés en Afghanistan dans une opération militaire chaque jour plus
1532 meurtrière et dont on ne voit pas la fin. L'interminable conflit israélo-palestinien continue à alimenter des
1533 sentiments anti-occidentaux, non seulement dans le monde musulman mais aussi dans les communautés
1534 musulmanes d'Europe. L'Iran continue de saper le traité de non-prolifération nucléaire et de développer
1535 des missiles à longue portée qui pourraient frapper notre continent.

1536
1537 Un engagement plus résolu de l'UE dans la prévention des crises internationales et la solution des conflits
1538 revêt une grande importance. Une des forces de l'Europe est sa diplomatie, qui bénéficie d'une grande
1539 crédibilité et suscite une grande confiance dans de nombreuses parties du monde. L'Europe doit utiliser
1540 ses atouts pour tenter de contribuer à la stabilisation du Proche et du Moyen-Orient et aider à apporter la
1541 paix dans ces régions. La paix et la stabilité au Moyen-Orient contribueraient également à dissiper les
1542 tensions entre les pays occidentaux et les pays musulmans. L'UE assume ces responsabilités avec les Etats-
1543 Unis, la Russie et l'ONU afin de redynamiser les plans de la « Feuille de route ».

1544
1545 L'UE et les Etats-Unis partagent des valeurs et des intérêts communs. Nous devons, avec nos partenaires,
1546 lutter pour le renforcement de la liberté, de la démocratie, des droits de l'homme, de l'Etat de droit et des
1547 règles de l'économie de marché. La nouvelle administration américaine nous donnera l'opportunité de
1548 réexaminer et de réévaluer les principales priorités des préoccupations communes de l'UE et des Etats-
1549 Unis et de trouver des moyens pour que notre partenariat transatlantique renforcé relève les nouveaux
1550 défis mondiaux. L'UE doit également s'engager de manière ouverte et honnête auprès des
1551 superpuissances économiques émergentes mais elle doit, dans le même temps, suivre de près toutes leurs
1552 actions sur la scène internationale. L'expérience et le prestige acquis par l'UE au fil des années doivent lui
1553 permettre d'assumer un rôle leader dans les affaires mondiales – notre autorité dans la question du
1554 changement climatique, par exemple, est reconnue internationalement et est incontestable. L'Europe a
1555 dès lors un rôle important à jouer dans la redéfinition des règles et des normes des affaires
1556 internationales du 21^e siècle.

1557
1558 Près de 30 millions de citoyens de l'UE vivent et travaillent à l'extérieur de celle-ci. De même que nous
1559 attendons de ces citoyens qu'ils remplissent leurs obligations dans leur pays d'origine, comme de payer

1560 des impôts sur les biens immobiliers, il n'est que juste que ces citoyens soient en mesure d'exercer leur
1561 droit démocratique en votant aux élections européennes. Le PPE estime que l'UE doit agir pour faciliter le
1562 vote des citoyens de l'UE vivant à l'étranger lors des élections européennes.
1563

1564 **Les priorités de politique étrangère du PPE**

1565 Le traité de Lisbonne rend la politique étrangère commune plus efficace, conformément aux souhaits des
1566 citoyens européens : l'UE ne doit pas devenir la 28^e option de politique étrangère de la diplomatie
1567 européenne ; elle doit devenir l'acteur qui fait des propositions, celui qui *formule* et *coordonne* la mise en
1568 place d'une stratégie de politique étrangère commune et qui *parle* d'une seule voix – celle de l'Europe. Le
1569 futur *Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune* qui sera aussi Vice-président
1570 de la Commission et Président du Conseil des ministres des Affaires étrangères, apportera davantage de
1571 cohérence et soutiendra notre approche commune en politique étrangère. Le point de départ doit être un
1572 accord sur un *programme européen* : en laissant de côté les crises imprévisibles, nous devons identifier
1573 l'ensemble des priorités et des objectifs de notre politique étrangère commune.
1574

1575 **Premier objectif : développer une relation transatlantique solide et profondément enracinée.** Les relations
1576 transatlantiques sont une pierre angulaire de notre politique extérieure et des mesures doivent être
1577 prises pour les renforcer. Dans le même temps, nous devons traiter avec nos amis américains sur *pied*
1578 *d'égalité*. Même si les priorités de l'UE et des Etats-Unis ne sont pas nécessairement les mêmes, nous
1579 devons rester côte à côte et gérer conjointement les défis communs de notre politique étrangère, comme
1580 la diffusion des valeurs démocratiques et l'éradication du terrorisme fondamentaliste. De plus, le PPE doit
1581 continuer à alimenter ses relations fructueuses avec les forces politiques et les organisations nord-
1582 américaines qui partagent nos valeurs, ce qui renforcera au *niveau politique* le partenariat transatlantique.
1583

1584 La coopération dans les questions de sécurité énergétique constitue l'un des principaux piliers des
1585 relations transatlantiques. La coopération avec l'administration américaine est nécessaire, en particulier
1586 pour les questions où des divergences transatlantiques ont existé comme le rôle du Tribunal pénal
1587 international, la sécurité énergétique et le changement climatique. Quand il s'agit du régime des visas, les
1588 Etats-Unis doivent traiter tous les citoyens des Etats membres de l'UE sur un pied d'égalité, sur la base
1589 d'une pleine réciprocité.
1590

1591 Un marché transatlantique efficace et compétitif doit être mis en place d'ici 2015 dans un contexte
1592 marqué par une plus grande implication du Congrès des Etats-Unis, du Parlement canadien, du Parlement
1593 européen et des parlements nationaux.
1594

1595 **Second objectif pour les cinq prochaines années: consolider l'espace de paix européen.** L'espace européen
1596 de paix, de démocratie, de sécurité, de respect de l'Etat de droit, de respect des droits de l'homme et de
1597 l'intégrité territoriale de chaque pays, doit s'élargir à l'extérieur de l'UE, vers les pays d'Europe orientale
1598 et du Caucase. Dans le même temps, il est de la responsabilité de l'Union de mettre en place une politique
1599 globale et viable vis-à-vis de la Russie. L'UE a tout intérêt à de bonnes relations avec la Russie et au succès
1600 de la politique de réformes dans ce pays. La Russie est en outre un partenaire très important pour l'UE.
1601 C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à la poursuite et à la finalisation de la négociation
1602 d'un accord de partenariat et de coopération. Les intérêts des pays d'Europe centrale et orientale doivent
1603 être tout particulièrement pris en considération. Un partenariat doit comporter un dialogue ouvert et
1604 critique sur les progrès de la démocratie et de l'Etat de droit en Russie ainsi que sur les relations de la
1605 Russie avec l'Europe de l'Est et la région du Caucase. Suite aux expériences de l'époque de la Guerre
1606 froide, l'Europe est attachée au principe selon lequel aucune puissance ne doit chercher à établir des
1607 sphères d'influence exclusive : toutes doivent coopérer avec la communauté internationale sur la seule
1608 base du droit international.
1609

1610 La coexistence pacifique avec nos voisins ne suffit pas : nous devons nous efforcer de vivre ensemble dans
1611 un espace régi par les principes démocratiques et par l'Etat de droit. La reconnaissance des frontières, le

1612 respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des pays voisins, la liberté de choix des
1613 alliances, le respect des traités sur les forces nucléaires et conventionnelles, et la transformation de l'OSCE
1614 en un véritable pacte européen de sécurité : tous ces éléments doivent être adoptés par les voisins de
1615 l'UE. Les négociations sur un nouvel accord-cadre entre l'UE et la Russie doivent viser à l'équilibre entre
1616 les parties et à leur avantage mutuel, en préservant les intérêts de l'UE.

1617
1618 A la lumière de cet objectif, l'UE doit mettre au point une véritable politique de voisinage. Cette politique
1619 ne doit pas offrir le même degré de partenariat à tous nos voisins ; la Biélorussie et le Maroc, par exemple,
1620 ont peu de problèmes en commun. Mais de nombreux principes communs peuvent être formulés dans
1621 une Charte de voisinage : des relations pacifiques fondées sur la règle de droit international, le respect de
1622 l'indépendance mutuelle, le respect des relations de bon voisinage, la réciprocité des engagements et la
1623 mise en œuvre d'accords établis conformément au droit international. Le processus de Barcelone (Union
1624 pour la Méditerranée) et le Partenariat oriental offrent des cadres appropriés pour cette nouvelle
1625 politique.

1626
1627 **Troisième objectif : combattre toutes les formes de terrorisme.** Nous croyons en la coexistence pacifique
1628 des cultures. Nous voudrions renforcer la coopération avec les pays musulmans pour conforter leur
1629 confiance dans les cultures et les traditions occidentales. C'est la raison pour laquelle nous devons aussi
1630 être plus ouverts et désireux de traiter avec les traditions démocratiques du monde arabe. L'Europe
1631 respecte toutes les religions et croyances qui respectent les droits humains fondamentaux de l'individu.
1632 Avec ses alliés, l'Europe se bat contre le terrorisme fondamentaliste et l'extrémisme d'Al-Qaida dont les
1633 premières victimes sont les musulmans eux-mêmes. Nous sommes bien conscients des dommages que
1634 cause en Occident la confusion systématique entre les terroristes fondamentalistes d'une part, et les
1635 musulmans ordinaires, d'autre part. Nous devons déployer tous nos efforts pour isoler les extrémistes
1636 religieux des communautés et des sociétés musulmanes et des régimes politiques musulmans modérés.
1637 Dans le même temps, l'UE doit adopter une politique claire et promouvoir la solution des deux Etats pour
1638 le conflit israélo-palestinien, tout en préservant la sécurité d'Israël. L'Union doit aussi avoir une ligne
1639 politique claire avec le Pakistan, un acteur clé du conflit afghan. La lutte contre le terrorisme doit inclure
1640 des opérations à l'intérieur des frontières de l'UE contre des organisations politiques terroristes comme
1641 l'ETA et le PKK.

1642
1643 **Quatrième objectif : éviter le déclenchement de nouvelles guerres froides.** Si nous n'y prenons pas garde,
1644 la deuxième moitié du 21^e siècle pourrait ressembler à la seconde moitié du 20^e siècle : un fragile équilibre
1645 de la terreur entre des adversaires dotés d'armes apocalyptiques. Mais avec une différence majeure :
1646 cette fois, ce ne seront pas que deux acteurs qui seront impliqués, deux acteurs qui se contrôlent et qui
1647 contrôlent leurs alliés, mais toute une série d'acteurs qui sont souvent en proie à l'instabilité interne et
1648 tributaires de facteurs régionaux complexes.

1649
1650 L'UE doit donc plaider pour un renforcement des traités fondamentaux sur la non-prolifération des armes
1651 de destruction massive et promouvoir des accords qui assureront des équilibres régionaux sûrs. Cela
1652 implique que l'UE doit oser s'inviter elle-même à toutes les négociations sur le désarmement.

1653
1654 **Cinquième objectif : améliorer les conditions d'une mondialisation durable basée sur l'Etat de droit, un**
1655 **multilatéralisme effectif et le libre-échange.** Le renforcement de l'OMC est d'une importance
1656 fondamentale pour la prospérité mondiale et contribue à désamorcer les conflits créés par des intérêts
1657 économiques nationaux divergents. Le PPE est résolument en faveur d'un aboutissement réussi des
1658 négociations du round de Doha et il appelle les partenaires – pays développés et pays en développement
1659 – à contribuer positivement à un accord ambitieux, global et équilibré. Le PPE estime que la suppression
1660 des obstacles aux échanges et l'accès plus facile aux marchés à travers le monde doivent être
1661 accompagnés par des efforts accrus en faveur d'une coopération internationale plus efficace sur le plan de
1662 la réglementation. Mettre l'Organisation internationale du travail sur pied d'égalité avec les autres
1663 organisations internationales contribuerait à donner une autre forme à la mondialisation et à mieux
1664 répartir les bénéfices auprès des personnes et des pays les plus vulnérables.

1665 Les institutions internationales de l'après-Guerre froide se sont attelées à la tâche mais elles sont mal
1666 adaptées aux défis du nouveau siècle. C'est dans ce domaine que la « soft power » européenne est la plus
1667 crédible. Au cours de ce processus, l'action de l'UE doit s'inspirer de deux principes: 1) restaurer la pleine
1668 légitimité des organisations internationales qui, pour l'instant, ne tiennent pas suffisamment compte des
1669 nouveaux conflits de pouvoir démocratiques et économiques ; 2) renforcer ces organisations tout comme
1670 les accords internationaux sur les nouveaux défis mondiaux. Des accords sont nécessaires pour un
1671 meilleur fonctionnement des marchés financiers, la protection de l'environnement, la gestion des flux
1672 migratoires, le traitement des ressources précieuses comme l'eau, l'énergie et les matières premières
1673 rares, la gestion des nouvelles technologies de l'information, les règles éthiques communes pour la
1674 recherche scientifique, etc.

1675 **Sixième objectif** : *intensifier la coopération mondiale sur le développement*. Sur la base des principes des
1676 droits de l'homme et de la bonne gouvernance, la lutte contre la pauvreté et le soutien au développement
1677 économique et social de l'Afrique et des pays les moins développés d'Amérique latine et d'Asie
1678 représenteront une tâche importante pour les années à venir. Tous les Etats membres de l'UE ont promis
1679 de consacrer à la coopération au développement 0,7% de leur PNB d'ici 2015. Une mondialisation durable
1680 doit inclure tous les pays et offrir des opportunités à tous les peuples. Les politiques de l'environnement
1681 et de la santé, tout comme les politiques en faveur d'une meilleure éducation et le développement des
1682 infrastructures physiques, sont autant de domaines où l'UE pourrait apporter une contribution
1683 significative à un monde meilleur. Le partenariat de l'UE avec notre continent voisin africain doit être
1684 renforcé et rendu plus efficace.

1685 **Septième objectif** : *renforcer les organisations internationales*, en particulier l'ONU qui possède la plus
1686 forte légitimité pour traiter et résoudre les problèmes mondiaux. Nous en appelons dès lors à une ONU
1687 plus forte et plus efficace. Nous souhaitons également voir se développer un véritable multilatéralisme,
1688 incluant davantage les pays émergents et les pays en développement. Le FMI doit également être
1689 renforcé parce qu'il contribue à plus de stabilité et de sécurité sur les marchés financiers internationaux.
1690 Le rôle de la Banque mondiale, qui doit également être renforcé, sera essentiel pour aider les pays en
1691 développement à travers la crise.

1692 **Les priorités du PPE en matière de politique de sécurité et de défense**

1693 Le moment de vérité est arrivé. Dans les affaires militaires, la duplication la plus évidente n'est pas entre
1694 l'OTAN et le siège de l'UE, mais entre nos propres armées nationales. Les pays européens dépensent 250
1695 milliards de dollars, soit la moitié du budget militaire américain, pour financer 27 armées, 23 forces
1696 aériennes et 20 flottes, sans être en mesure d'envoyer plus de 2% de ces troupes au combat. Rarement, le
1697 ratio de rentabilité a semblé aussi faible sur une question aussi importante. A l'heure actuelle, les armées
1698 nationales sont organisées suivant des conceptions et des structures surannées et elles possèdent des
1699 armes qui sont conçues pour faire face à la situation militaire en vigueur il y a 50 ans. Elles n'ont pas été
1700 en mesure, par exemple, d'aligner quelques douzaines d'hélicoptères européens.

1701 *Le plus grand ennemi de l'Europe est sa perception erronée du temps*. Quinze ans après l'addition au traité
1702 du concept de politique étrangère, de défense et de sécurité commune, dix ans après l'accord de Saint-
1703 Malo et la nomination du Haut Représentant, et en dépit de certains succès importants au Congo et à
1704 Aceh (Indonésie), chaque Etat membre continue d'agir comme s'il disposait encore de vingt ans pour se
1705 préparer aux défis militaires complexes du monde actuel.

1706 Pour donner dès lors un nouvel élan à l'actuelle architecture européenne de défense, tout en respectant
1707 le refus des alliances ou la neutralité de certains Etats membres, le PPE propose l'établissement d'un
1708 modèle de coopération qui comprend :

1709 1. Un *accord politique avec les Etats-Unis* et nos autres alliés sur la coopération dans les tâches
1710 politiques et militaires et sur le rôle respectif de l'UE et de l'OTAN dans le monde actuel.

- 1711 2. La *définition de l'engagement sur la solidarité mutuelle* entre tous les Etats membres de l'UE
1712 comme le veut le traité de Lisbonne. En outre, nous souhaitons inclure la défense européenne dans le
1713 cadre de l'assistance mutuelle politique et militaire en étroite relation avec l'OTAN.
- 1714 3. L'*actualisation de la « Stratégie européenne de sécurité »* adoptée en décembre 2003. Nous devons
1715 identifier les menaces communes auxquelles nous sommes confrontés pour nous y attaquer
1716 ensemble.
- 1717 4. L'identification par chaque Etat membre des *ressources industrielles, technologiques, militaires,*
1718 *financières et humaines qu'il est prêt à engager* dans le cadre de la solidarité communautaire et de la
1719 Stratégie européenne de sécurité.
- 1720 5. La *concentration des efforts de l'UE pour accroître sa propre sécurité énergétique*. Les litiges actuels
1721 entre la Russie et l'Ukraine entraînent des crises sérieuses dans l'approvisionnement énergétique
1722 dans de nombreux Etats membres et le besoin d'une politique énergétique européenne commune se
1723 fait de plus en plus sentir. L'Union européenne doit dès lors renforcer son mécanisme de réponse aux
1724 crises pour éviter les conséquences négatives d'une possible crise des approvisionnements, relier les
1725 réseaux existants et promouvoir de nouveaux investissements dans les infrastructures, dans le but
1726 d'accroître la diversification des approvisionnements et des sources, et faciliter la solidarité
1727 européenne en cas de situation grave.
- 1728 6. L'engagement par chaque Etat membre de *regrouper les futures recherches en matière d'armement*
1729 *et de technologie militaire* : drones, satellites, équipement des soldats, systèmes anti-missile et
1730 systèmes d'armes de la prochaine génération (tanks, avions, etc.). L'*Agence européenne de défense*
1731 serait naturellement appelée à coordonner ces programmes.

1732
1733 **Le PPE propose :**

- 1734
- 1735 - **de transformer la politique de voisinage en une Charte de voisinage ;**
 - 1736 - **d'intensifier l'action menée pour mettre un terme à toutes les formes du terrorisme mondial ;**
 - 1737 - **de renforcer les traités fondamentaux sur la non-prolifération des armes de destruction massive**
1738 **et de s'engager dans des négociations globales sur le désarmement ;**
 - 1739 - **de concentrer les efforts de l'Union européenne sur la création d'une politique commune de**
1740 **l'énergie, pour accroître sa propre sécurité énergétique et manifester la solidarité, par le**
1741 **renforcement du mécanisme de réponse aux crises, la mise en liaison des infrastructures**
1742 **existantes et la construction d'infrastructures nouvelles qui accroîtront la diversification des**
1743 **approvisionnements ;**
 - 1744 - **d'améliorer les conditions d'une mondialisation durable, fondée sur l'Etat de droit et le libre-**
1745 **échange et d'intensifier la coopération globale au développement ;**
 - 1746 - **de renforcer les organisations internationales et d'œuvrer à un multilatéralisme effectif ;**
 - 1747 - **de promouvoir les relations transatlantiques et de les renforcer au niveau politique ;**
 - 1748 - **de donner un nouvel élan à l'actuelle architecture européenne de défense avec une forte**
1749 **coopération entre l'UE et l'OTAN.**